

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2213 - MERCREDI 21 JANVIER 2015

CAN 2015

Les Diablies rouges face aux Panthères du Gabon

Le Onze congolais, les Diablies rouges, sera soumis à une rude épreuve cet après-midi dans le cadre de leur deuxième sortie contre la sélection gabonaise (Les Panthères), vainqueur (2-1) du Burkina Faso considéré comme un des favoris du groupe A.

Après un match nul concédé à l'ouverture de la compétition face aux Équato-Guinéens, pays hôte de la 30^e édition de la CAN, les dirigeants du football congolais

l'ont invité les joueurs à plus de détermination.

« Il faut empêcher le Gabon d'avoir six points et de se qualifier. Pour nous, le mauvais résultat qu'on peut faire c'est un match nul. Sinon, le meilleur c'est l'emporter pour prétendre mieux se placer pour une éventuelle qualification au prochain tour », a-t-il déclaré.

Page 16



Les Diablies rouges pendant les séances d'entraînement

ÉGLISE CATHOLIQUE

Le pape François en Centrafrique cette année



Le souverain pontife a annoncé lundi sa venue prochaine en Afrique, où il compte visiter l'Ouganda et la République centrafricaine. Dans ce dernier pays, le pape François viendra sans doute appuyer les efforts de réconciliation. L'engagement de l'Église catholique dans la dynamique d'entente intercommunautaire y a été plus que remarquable, avec en première ligne l'archevêque de Bangui, Mgr Dieudonné Nzapalainga. Page 11

ÉDITORIAL

Allez les Rouges

Page 2

DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

La majorité présidentielle réitère son appel au changement

Après une réunion de plusieurs jours à Brazzaville, les formations politiques de la majorité présidentielle menées par le Parti congolais du travail, ont publié hier une déclaration appelant au changement de l'actuelle Constitution adoptée il y a 13 ans. Convaincus qu'une nouvelle Constitution posera « les jalons d'une gouvernance moderne et durable », ces partis et associations ont « exhorté la classe politique congolaise et les forces vives de la nation à préserver le climat de paix et de stabilité et suggèrent que toutes les dispositions soient prises pour créer une dynamique de dialogue et de concertation nationale ». Page 2

HYDROCARBURES

Une hausse de la production pétrolière attendue dans les prochaines années Page 3

Charles Zacharie Bowao a-t-il écrit au président de la République ? Page 3



Pierre Ngolo, secrétaire général du PCT

IMMIGRATION

Poto-Poto, première étape de l'opération « Mbata ya Bakolo »

Lancée officiellement hier à Brazzaville et à Poto-Poto, en attendant d'atteindre d'autres localités du Congo, la deuxième phase de l'opération « Mbata ya Bakolo » destinée à lutter contre l'immigration clandestine et les actes de criminalité orientera son action sur les contrôles administratifs. Page 6

ÉDITORIAL

Allez les Rouges !

Oui, n'hésitez pas à le répéter en ce matin du 21 janvier qui verra peut-être notre équipe nationale franchir une nouvelle et décisive étape dans la course de fond que constitue cette Coupe d'Afrique des Nations 2015 : allez les Rouges !

Tout le Congo est derrière vous, uni dans l'espoir que vous gagnerez la partie face à l'équipe nationale du Gabon. Parce qu'il vous a vu redresser la barre au dernier moment samedi dernier contre l'équipe de la Guinée Équatoriale notre peuple sait que vous êtes capables de l'emporter face à un adversaire redoutable et redouté. Mais il a conscience aussi que rien ne peut mieux vous motiver que d'être accompagné par vos concitoyens dans cette longue marche.

Si un média comme le nôtre vous encourage de la sorte c'est parce qu'il est bien placé pour mesurer l'enjeu que constitue cette Coupe d'Afrique des Nations pour tous les Congolais. En prise directe avec la population qui se presse dans tous les lieux où sont retransmis les matches nous voyons bien la fierté, l'enthousiasme, la passion que soulève le moindre de vos actes. Et nous savons qu'une victoire au terme de cette CAN 2015 ferait de vous les héros d'une saga qui s'inscrirait à jamais en lettres d'or dans l'Histoire de notre pays.

Nul, bien sûr, ne peut prédire avec certitude ce qui se passera cet après-midi sur la pelouse du stade de Bata. Mais il ne fait de doute pour personne que vous tenez votre destin en main parce que vous êtes capables de vous surpasser face à un adversaire résolu. Et c'est pourquoi il importe de se ranger massivement autour de vous en cet instant merveilleux où tout devient possible, où chacun d'entre vous porte les espoirs de tout un peuple.

À l'instant où vous pénétrerez sur la pelouse souvenez-vous qu'au-delà d'un sport pratiqué et vénéré sur les cinq continents que compte la planète Terre vous incarnez la renaissance du Congo, votre pays. Quelles que soient vos convictions personnelles sachez que vous portez les espoirs de votre peuple et qu'une victoire provoquerait un immense élan de fierté. Combattez donc avec toute la force, toute l'intelligence, toute la finesse dont vous êtes capables. Merci d'avance !

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

La majorité présidentielle appelle au changement de la Constitution

En dépit de l'absence des partis politiques tels que le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (Mcddi), le Parti pour la sauvegarde des valeurs républicaines (Psvr), le Rassemblement citoyen (Rc), la Dynamique républicaine pour le développement (Drd), le Mouvement action et renouveau (Mar), le Mouvement pour la démocratie et le progrès (Mdp), le Mouvement pour la solidarité et le développement (Msd), le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (Rdps), les autres formations politiques, associations et individualités réunies le 20 janvier au palais des congrès de Brazzaville, ont signé une déclaration appelant au changement de la Constitution du 20 janvier 2002. Voici l'intégralité de cette déclaration :



« Depuis quelque temps, la vie politique nationale est animée par le débat sur la Constitution du 20 janvier 2002. La constitution, texte essentiel pour la nation, ne saurait être immuable. Conscients des circonstances particulières qui ont conduit à son adoption en 2002 ; constatant les faiblesses de l'actuelle constitution post-conflit qui :

- induit la neutralité des pouvoirs exécutif et législatif avec pour conséquence le risque de blocage et de cohabitation conflictuelle en cas de discordance entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire ;
- réduit les moyens de contrôle de l'action gouvernementale par le parlement ;
- ne prend pas en compte les normes de protection de l'environnement, la jeunesse, la parité homme-femme et les acteurs économiques ;
Constatant par ailleurs la non-harmonisation des mandats présidentiel et législatif ;
Soucieux de préserver le processus irréversible

de la démocratie en République du Congo, de renforcer le principe de séparation des pouvoirs, de préserver les acquis de paix et de développement et de garantir aux générations futures un environnement sain ;

Affirmant leur volonté commune de poser les jalons nécessaires d'une gouvernance moderne et durable,

Les partis politiques, associations, ONG et personnalités réunis le 20 janvier à Brazzaville :

- Appellent au changement de la Constitution du 20 janvier 2002 et donc de la République ;

- Exhortent la classe politique congolaise et les forces vives de la nation à préserver le climat de paix et de stabilité ;

- Suggèrent que toutes les dispositions soient prises pour créer une dynamique de dialogue et de concertation nationale »

Fait à Brazzaville, le 20 janvier 2015

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Coordination : Rose-Marie Bouboutou
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

VIE DES PARTIS

L'UDR-Mwindanda annonce la tenue imminente de son congrès

Le président de l'Union pour la Démocratie et la République UDR-Mwindanda, Guy Romain Kinfoussia a appelé le 17 janvier dernier à l'occasion de la cérémonie d'échange des vœux, les cadres et militants de ce parti à se mobiliser sur tous les plans en vue de la tenue du second congrès national.

Dans son adresse à ces derniers, Guy Romain Kinfoussia a, outre la tenue de ce congrès, donné d'autres orientations en vue de la bonne marche du parti. Il s'agira d'une part, a-t-il déclaré, d'amener tous les cadres dirigeants, les militants et les sympathisants, à interioriser les enjeux politiques dans notre pays, dans la férule du rassemblement des forces politiques, mouvements et plateformes citoyens qui vient de naître pour le maintien de l'ordre constitutionnel et l'émergence d'une majorité électorale nouvelle. D'autre part, d'organiser en conséquence les troisièmes universités du parti pour maintenir en éveil la flamme politique que le parti a su porter vaillamment depuis toujours ; de parachever la re-

dynamisation des structures intermédiaires et de base en vue de la tenue des congrès et ou assemblées générales extraordinaires des fédérations. Et enfin, de mettre en exécution la politique d'ouverture et de réouverture du parti à toutes éventuelles adhésions et à tous ceux qui, pour une raison ou une autre l'ont quitté.

La présentation de ces vœux a été également l'occasion pour le président de l'UDR-Mwindanda de rappeler aux dirigeants des autres partis politiques venus prendre part à la cérémonie, les grands principes défendus à l'heure actuelle par cette formation politique notamment sur la question de la bonne gouvernance démocratique et électorales.

Quant au débat sur la constitution, celui-ci s'est posé la question de savoir pourquoi doit-on changer la constitution du 20 janvier 2002 présentée hier comme la solution essentielle aux problèmes qui minent le pays ? « *En quoi la constitution actuelle serait-elle responsable de la non diversification de notre économie, de l'absence*

d'usines productrices d'emplois nouveaux et décents pour les populations, du chômage, de la dégradation des conditions de vie des populations et de leurs difficultés à accéder aux besoins de base ? », a-t-il fait remarquer.

Il a d'autre part indiqué que la déclaration le 15 janvier dernier des partis politiques, des mouvements, associations de la société civile et des personnalités indépendantes opposés au changement de la constitution de 2002, constitue la première réponse au « mépris » par le chef de l'Etat, du dialogue politique.

Le ralliement progressif des partis amis du P.C.T au mot d'ordre de non-changement de constitution, suppose selon lui, la perte d'audience de l'actuelle Majorité présidentielle auprès de l'opinion nationale et même internationale. C'est pour cela, qu'il a lancé l'idée de la création d'une Alliance pour une Majorité Electorale Nouvelle en abrégé AMEN afin d'exiger la convocation d'un dialogue sur la gouvernance électorale.

Jean Jacques Koubemba

Charles Zacharie Bowao a-t-il écrit au président de la République?

À défaut d'obtenir le document de son initiateur présumé, il circule sur le Net, à la signature de Charles Zacharie Bowao, une lettre ouverte datée du 20 janvier, adressée au président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Dans ce courrier porté par le slogan « *Je refuse* », l'ancien ministre à la présidence, chargé de la Défense nationale, par ailleurs membre du Bureau politique du Parti congolais du travail (PCT), et professeur de philosophie à l'université Marien Ngouabi, s'exprime notamment sur le débat en cours dans le pays relatif au changement ou non de la Constitution qui régit actuellement le Congo.

Disant profiter de la date anniversaire de la Constitution adoptée par référendum, le 20 janvier 2002, Charles Zacharie Bowao tente de démontrer comment au sein de son parti, le débat est vicié par des « *camarades du Bureau politique qui excellent dans la caricature* », et souligne qu'en prônant le changement de la loi fondamentale, cette instance du parti chercherait à engager la majorité « *dans une impasse historique* ». Il se dit opposé à cette démarche.

Monsieur le président, écrit l'auteur :

« *vous avez l'expérience de l'hypocrisie ou de l'honnêteté des cadres. Vous avez vécu le mensonge des uns et la franchise des autres* ». Puis il prend à partie la formation politique dont il demeure un des éminents dirigeants ajoutant : « *Vous savez comment le PCT se confie (...) dans l'incapacité d'anticipation historique. Face à la pérestroïka, la suite se passe de commentaire* ».

Nommé successivement secrétaire général du gouvernement, ministre à la présidence chargé de la coopération, de l'action humanitaire et de la solidarité, (2009), puis ministre à la présidence chargé de la Défense nationale (2011), Charles Zacharie Bowao avait été écarté du gouvernement lors d'un remaniement intervenu six mois après les explosions du 4 mars 2012.

Depuis lors, il critique sévèrement les méthodes de direction de son parti et la gouvernance publique en général. Son livre « *L'Imposture ethnocentrisme* », paru chez Hemar en 2013, dans lequel il dénonce des « *dérives ethnocentristes* » qui auraient cours dans la pratique politique au Congo, montrait déjà, s'il en était besoin, que l'homme était entré en dissidence vis-à-vis de son parti.

Les Dépêches de Brazzaville

HYDROCARBURES

La production pétrolière du Congo en hausse dans les prochaines années

Malgré la baisse du prix du baril sur le marché international, il est tout de même prévu, au cours des prochaines années, une augmentation progressive de la production pétrolière au Congo, avec un pic substantiel d'environ 350.000 barils par jour en 2017.



Le ministre des Hydrocarbures, André Raphaël Loemba (à droite)

L'information émane du ministre des Hydrocarbures, André Raphaël Loemba, à l'occasion des traditionnels échanges de vœux de Nouvel an avec l'ensemble de ses administrés.

En effet, en comparaison avec l'année précédente, dont la production pétrolière était de 91.522.000 barils, soit une production journalière évaluée à 250.745 barils par jour, au cours des trois prochaines années, le Congo produira un peu plus.

Cette production, d'après les statistiques données à cet effet, augmentera graduellement à compter de cette année, mais avec un pic considérable prévu en 2017, pouvant atteindre les 350.000 barils par jour.

Saisissant de l'occasion, André Raphaël Loemba a dévoilé la feuille de route 2015 de son département, avec pour grandes actions prioritaires, la valorisation du gaz en électricité, en propane et en fertilisants, question de contribuer au développement de l'agriculture.

Le ministère des Hydrocarbures mettra également l'accent cette année sur l'alimentation en gaz du secteur minier, en vue de contribuer à la diversification de l'économie nationale.

Le redéveloppement des champs pétroliers arrivés en phase de maturité, afin de leur donner une nouvelle vie avec des réserves additionnelles; la prise en compte des aspects environnementaux en matière de torchage, de traitement des eaux de rejet et de gestion des déchets, figurent aussi parmi les défis à relever en 2015.

Il s'agira également pour le ministère des Hydrocarbures de s'appesantir sur les enjeux liés à l'augmentation du contenu local dans les sociétés pétrolières, en matière de formation, de développement des compétences locales ainsi que l'accompagnement des très petites, petites et moyennes entreprises.

« *Nous voulons, au Congo, que des entreprises qui participent à la vie de la cité, réalisent non seulement des bénéfices dans le cadre de leurs activités, mais contribuent également au développement du capital humain, à l'augmentation de l'indice du développement humain* », a souligné André Raphaël Loemba.

Quelques réalisations effectuées en 2014

Bien qu'elle soit marquée par la baisse vertigineuse du prix du baril, l'année 2014 a été, au contraire, dominée par plusieurs découvertes faites, notamment sur Lidongo marine I, foré sur le permis Marine XI ainsi que sur Minsala sur le permis Marine XII.

Les développements effectués, ainsi que d'autres encore en cours de réalisation, ont concerné essentiellement les champs de : Mengo Kundji Bindji; Moho Bilondo ; Moho Bilondo phase 1 bis ; Litchendjili ; Lianzi et Emeraude. S'agissant du renouvellement des réserves, le ministère des Hydrocarbures a attribué deux autorisations de prospection, à savoir : Nanga II, dans le bassin Côtier offshore et Koli, dans le bassin de la Cuvette.

Il ressort par ailleurs que le ministère des Hydrocarbures a attribué huit permis de recherche d'hydrocarbures ou gazeux dans la période allant de 2012 à 2014, notamment les permis Ngolo, Mokélémbémbé, Mopongo, Koyo, Nanga II Haute Mer B, Marine XIII et Sounda.

De même, onze permis de recherche d'hydrocarbures liquides et gazeux ont été octroyés dans la même période, entre autres, Moho Bilondo phase bis, Moho nord, Pointe Indienne, Djambala II, Kitina II et Litchendjili.

Firmin Oyé



PORT AUTONOME DE BRAZZAVILLE
ET PORTS SECONDAIRES

DIRECTION GENERALE

Tél. : 81 - 50 - 18
Fax : 81 - 10 - 80
BP 2048
BRAZZAVILLE

N° _____ /PABPS-DG

République du Congo
Unité * Travail * Progrès

MESSAGE DE VŒUX 2015


Monsieur le Président de la République

À l'occasion de la nouvelle année, les travailleurs du Port autonome de Brazzaville et ports secondaires se joignent à moi pour vous souhaiter une bonne et heureuse année 2015.

Exprimons l'hommage de notre profonde gratitude pour votre vision constante et stratégique d'accorder une grande priorité au développement des infrastructures de base et, partant, du Port autonome de Brazzaville et ports secondaire, nous formulons à votre endroit et à votre famille, nos vœux de santé, de bonheur, de prospérité et de réussite dans votre lourde tâche dans la paix et la sérénité.

Fait à Brazzaville, le 14 janvier 2015

Le Directeur Général


Martin BOYAMBA

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« La politique est un chemin de croix pour tout le monde. »

Dominique de Villepin, homme politique, diplomate et écrivain français, JolPress, 20 janvier 2014

« C'est le monde qui est malade. Malade de ses dirigeants incapables de réunir les gens autour d'un consensus de paix et d'amour malgré une idéologie plurielle. La recherche du gain, de la puissance et de la domination a pris le dessus sur toute considération morale. Elle devient ainsi la source de tous les maux qu'aucun mot ne suffit à décrire. »

Djibril Sarr, spécialiste (Sénégalais) en système d'informations décisionnelles, lafayda.net, 10 janvier 2015

« L'engagement est une posture, pas une simple signature qui engage un individu corvéable. Mon but est d'en faire des hommes libres. Faire naître l'envie d'apprendre est au départ de tout. »

Thierry Marx, France, Chef-cuisinier, auteur de Paris Marx. Éditions Flammarion, décembre 2014, L'Humanité, 23 décembre 2014

« La différence fondamentale entre la mondialisation et les principes universels inhérents à la modernité politique réside dans le fait que la première s'accommode sans problèmes des réclusions identitaires contemporaines tant qu'elles ne gênent pas l'expansion planétaire du libéralisme économique. »

Sophie Bessis, chercheuse associée à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), Le Point, 30 décembre 2014

« La musique africaine est inclusive et non exclusive »

Angélique kidjo, artiste béninoise, le Magazine de l'Afrique, août-septembre 2014

À LOUER

Nous faisons louer un Dépôt de 27m de Longueur sur 9,50m de Large au centre ville, précisément sur l'avenue des manguiers à côté de la chambre froide de Jhony (Beach).

Contacts : 06 655 80 00 / 06 912 82 82

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Environ sept milliards FCFA destinés à appuyer le secteur privé

Pour permettre au Projet d'appui à la diversification de l'économie (PADE) et celui d'appui institutionnel pour l'amélioration du climat des affaires et la diversification de l'économie congolaise (PACADEC) de poursuivre leurs ambitions, le comité de pilotage des directeurs de cabinet impliqué dans leur mise en œuvre, a adopté le budget exercice 2015.

Sur cette somme globale, plus de cinq milliards FCFA sont affectés au PADE. Ce budget, fruit de la coopération, gouvernement congolais- Banque mondiale, permettra de financer les activités liées notamment, aux réformes du climat des affaires, à l'opérationnalisation du guichet unique foncier, au recrutement de trois experts qui exerceront à la Maison de l'entreprise du Congo.

Par ailleurs, s'agissant du PACADEC, dont le budget s'élève à plus d'un milliard FCFA, le financement vient du gouvernement congolais et la Banque africaine de développement (BAD). Dans son optique de promouvoir le secteur privé

hors pétrole, ce projet s'est fixé comme objectifs : élaborer un référentiel visant à formaliser des processus et procédures de création et de développement d'une entreprise ainsi que le paiement des taxes et impôts y associés.

La création d'une chambre des métiers de l'artisanat est de même envisagée, avant de procéder au recensement des artisans et de bien d'autres acteurs évoluant dans le secteur des petites et moyennes entreprises. Les travaux de construction de la Maison de l'entreprise à Brazzaville et la réhabilitation du bâtiment de Pointe-Noire sont aussi inscrits dans le calendrier des activités du PACADEC.

Quelques contraintes liées au développement du PADE et du PACADEC

Outre des efforts accomplis dans l'exercice de leurs missions, le coordonnateur de ces deux projets, Joseph Mbossa, souligne par contre, quelques difficultés auxquelles ces projets sont confrontés. Il s'agit entre autres de la non tenue des sessions du comité de pilotage, l'instabilité du personnel de l'unité de coordination dudit projet, ainsi que la lenteur au niveau du paiement des fonds de contrepartie.

Décollant du plan national de développement, le PADE et le PACADEC arriveront à leur terme en fin d'année 2015. Depuis leur lancement il y a trois ans pour le premier et quatre ans pour le second, le taux de décaissement est respectivement de l'ordre de 29,83% et 30,9%.

Lopelle Mboussa Gassia

ENTREPRENEURIAT

Ecobank disposée à étendre ses interventions dans le secteur des PME

Le directeur général d'Ecobank-Congo, Lazare Noulekou et un responsable de la Société financière internationale, Olivier Nour Noël, ont échangé, le 19 janvier à Brazzaville, avec la ministre des Petites, moyennes entreprises et de l'artisanat (PMEA), Yvonne Adélaïde Mougany, sur les mécanismes de mise en œuvre de ce projet.

Au cours de cet entretien, le directeur général d'Ecobank a tenu d'abord à informer la ministre des Petites, moyennes entreprises (PME) et de l'artisanat, du partenariat que la banque a signé récemment avec la Société financière internationale (IFI).

Ce partenariat, selon lui, est conclu pour permettre à ces deux structures bancaires de créer une nouvelle dynamique en vue d'accroître les interventions en faveur des PME congolaises.

« Nous avons eu une séance de travail avec madame la ministre des PME, au sujet de notre capacité d'intervention dans le secteur des

PME. Nous sommes en partenariat avec la société IFI, filiale de la Banque mondiale, avec qui, nous avons signé un partenariat pour accroître notre capacité sur le marché congolais », a souligné Lazare Noulekou.

Les deux parties ont aussi discuté d'autres formes de soutien aux PME congolaises, notamment sur l'octroi éventuel, par Ecobank, des crédits de bétails aux éleveurs, afin de leur permettre d'augmenter facilement leurs cheptels. Par ailleurs, les responsables d'Ecobank ont évoqué la possibilité qu'a désormais cette banque d'accorder des équipements techniques, par cré-

dit, aux entrepreneurs qui voudraient développer leurs activités.

Les deux parties ont promis poursuivre leurs discussions, notamment sur des modalités pratiques préliminaires à la mise en œuvre effective de ce projet. La ministre des PME, qui tient au développement de ce secteur, s'est réjouie de cette perspective.

« Je viens de prendre part à une rencontre très intéressante où Ecobank est venue nous informer de la convention qu'elle vient de signer avec l'IFI. Il s'agit en effet, des possibilités complémentaires pour permettre aux PME et PMI congolaises de trouver des financements. Nous avons également abordé la question relative à l'octroi des crédits-bétails aux éleveurs », a-t-elle conclu.

Firmin Oyé



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE!

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91-Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE	COUT
Elaborer, financer et piloter un plan de formation	5 jours	2 au 6 février 2015	500 000 FCFA
Gestion axée sur les résultats et indicateurs de performance	5 jours	9 au 13 février 2015	500 000 FCFA
Les techniques de recouvrement	3 jours	18 au 20 février 2015	350 000 FCFA
Gestion efficace des archives et classements	4 jours	24 au 27 février 2015	450 000 FCFA

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

IMMIGRATION

Démarrage de l'opération de contrôle des étrangers résidant au Congo

Le directeur général de la police, le général Jean-François Ndenguet, a relancé le 20 janvier à Brazzaville, l'opération « Mbata ya Bakolo » qui vise à lutter contre l'immigration clandestine et à assainir les grandes villes du pays des actes de criminalité.

Déclenchée le 4 avril 2014 à Brazzaville, cette opération a repris ce matin à travers le contrôle des étrangers vivant dans la capitale congolaise. C'est le directeur général de la police qui l'a relancée dans le 3e arrondissement, Poto-Poto. Jean-François Ndenguet s'est notamment déployé avec les agents commis à cette opération le long des avenues de France et de la Paix, rentrant dans le marché Poto-Poto, considéré comme le plus important de la ville où la plupart des commerces sont tenus par les étrangers. Sur place, des dizaines de personnes ont été interpellées par la police à cause du manque ou de l'irrégularité des pièces d'identité.

Des pièces exigées pour le contrôle des étrangers

Lors du passage des éléments de la police qui arborent des brassards de couleur orange sur lesquels on peut lire UCR. Les étrangers doivent présenter un certain nombre de documents

administratifs. Il s'agit notamment du passeport avec visa ; de la carte de résidence en cours de validité ; la carte consulaire (facultatif) et la quittance de paiement de carte de résidence (appuyée d'une pièce d'état-civil justifiant son identité : passeport). L'attestation d'instance de naturalisation (valable pour les étrangers dont les dossiers de naturalisation sont en cours) ainsi que la carte de réfugié ou récépissé sont également exigées.

« Cette fois, Mbata ya Bakolo concerne beaucoup plus des Ouest-Africains : Maliens, Sénégalais, Libanais, Mauritaniens et autres, qui doivent passer par le contrôle. Ceux qui ont leurs papiers, nous les laissons, mais ceux qui n'en possèdent pas seront accueillis dans un centre au commissariat central (centre-ville). Ils vont y rester jusqu'à ce que leur billet soit payé par ceux qui les ont faits entrer en terre congolaise de manière clandestine », a expliqué le général Jean-François Ndenguet, pré-



Les policiers commis à l'opération ; crédit photo Adiac

sant que pour les ressortissants de la République démocratique du Congo, le rapatriement est facile puisqu'il y a déjà un bateau loué.

Le directeur général de la police a aussi regretté le manque de moyens financiers pour bien mener une telle opération qui devrait se poursuivre à Pointe-Noire et dans les autres départements du pays. « Nous faisons ce travail par devoir, ce n'est pas que nous allons prendre de

l'argent au trésor public. Il faut bien au contraire encourager ces enfants qui travaillent sans argent, c'est notre travail. Nous avons commencé à Poto-Poto, avant de descendre à Moungali, Moukondo, selon notre planification, Ouenzé, Talangaï, ainsi de suite. Un autre groupe descendra à Bacongo demain », a-t-il ajouté.

Jean-François Ndenguet a, par ailleurs, souhaité l'implication de la population pour bien me-

ner cette opération qui vise à assainir les quartiers de Brazzaville. Il faut, a-t-il plaidé, aider la police, car il s'agit d'un problème qui concerne tout le monde. Evoquant la particularité de cette nouvelle étape, le directeur général de la police a indiqué qu'elle se situait au niveau des effectifs qui sont réduits pour rendre l'action un peu plus saine et la doter de beaucoup de professionnalisme.

Parfait Wilfried Douniama

Bonne année 2015

Equatorial Congo Airlines vous souhaite une excellente année 2015 et vous remercie pour votre fidélité. En 2014, vous avez été plus de 360 000 à voyager avec nous!

Rendez-vous cette année avec l'ouverture de huit lignes régionales et deux destinations intercontinentales.

Meilleurs vœux à tous!

ÉPIDÉMIE EBOLA

Bientôt la sortie du tunnel

Le fondateur de l'organisation italienne Emergency est résolument optimiste : en Sierra Leone, Ebola est sur le point d'être vaincu.

Les mots de Gino Strada sont ceux d'un soldat sur le champ de guerre presque après bataille : « Cette fois, nous y sommes sans doute. Nous sommes sans doute sur le point de faire reculer l'épidémie d'Ebola ». Fondateur de l'ONG Emergency, qui a déployé un nombre impressionnant de volontaires italiens dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest les plus touchés par la maladie, le médecin loue cependant les efforts de son ONG qui est sur le terrain depuis le grand pic de cette épidémie, il y a 14 mois. Avec des résultats désormais vérifiables.

Ce qui fait dire à Gino Strada, à peine revenu de Sierra Leone : « Espérons qu'il n'y ait pas de nouveaux foyers. Si tel est le cas, nous pourrions peut-être bientôt dire que l'épidémie d'Ebola est finie en Sierra Leone. Mais quels efforts, combien de miracles a-t-il fallu pour cela ! ». L'humanitaire note avec satisfaction que le nombre de nouveaux cas de contaminations est en train de baisser. Et comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS) l'a souligné la semaine dernière, la tendance à la décrue est vérifiable aussi en Guinée et au Libéria, alors que le Mali vient de sortir de la phase de surveillance.

Tout comme avant lui le Nigeria (qui a quand même enregistré 20 morts) et le Sénégal.

« Quand le ministère de la Santé (sierra léonais) nous a demandé en août dernier d'ouvrir un centre d'isolation à Lakka, c'est en trois semaines seulement que nos logisticiens ont bâti une structure de tentes pour un total de 22 lits. Bien vite elle s'est transformée en centre de traitement. Trop de patients amassés hors du portail, prostrés par la maladie et attendant qu'un poste-lit se libère », a raconté un médecin qui se souvient du long chemin parcouru.

Le résultat aujourd'hui est qu'aucun médecin ou volontaire italien n'est décédé de cette maladie après contamination sur le terrain. Et que le seul patient contaminé en Sierra Leone et rapatrié dans un établissement spécialisé en Italie en est reparti guéri.

« Le parcours pour nous mettre en condition et commencer à soigner les malades, et ne pas seulement les isoler et les examiner, a commencé à Lakka. Dans les pays riches, deux malades sur trois finissaient pas guérir ; deux sur trois mouraient en Afrique, faute de soins », note Strada. Mais aujourd'hui, ajoute-t-il, « les choses ont changé. Dans notre nouveau centre de Goderich d'une capacité de 100 lits, nous pouvons fournir en Sierra Leone des soins d'égal niveau à ceux qu'on reçoit en Occident pour cette maladie », affirme le Dr Strada.

Les volontaires italiens s'enorgueillissent du fait que ce centre ne servira peut-être pas pour longtemps vu que la maladie est en recul. Mais il s'en servira toujours pour les prochaines fois, et pour soigner entretemps ceux qui tomberont malades. Aussi, les humanitaires italiens se disent « fiers d'avoir rendu visible le fait qu'un malade est une personne qui n'a pas de couleur de peau, mais qui a les mêmes aspirations que nous-mêmes, libres et égaux », en Sierra Leone.

Lucien Mpama

LUTTE ANTI-TERRORISME

L'Union européenne renforce la collaboration entre les États membres

Avant un sommet des chefs d'État qui sera consacré au terrorisme à la mi-février, les ministres des Affaires étrangères des vingt-huit pays membres de l'Union européenne se sont réunis le lundi à Bruxelles, en Belgique, pour renforcer la collaboration en matière de lutte contre le terrorisme.

Cette réunion revêtait une importance particulière étant donné que les moyens de lutte contre le terrorisme étaient jusque-là nationaux. C'est pour cette raison surtout que les ministres des États concernés ont jugé opportun de résorber cet épineux problème eu égard à la montée du terrorisme en Europe et à travers le monde.

Les ministres ont planché sur trois pistes essentielles : la création d'un fichier européen des passagers aériens, d'un programme européen de lutte contre la radicalisation, sur internet ou dans les prisons et le renforcement des contrôles aux frontières extérieures de l'Union européenne. L'objectif de cette réunion est d'améliorer la coopération et de renforcer les échanges d'informations entre les différentes polices. Il s'agira également d'avancer une stratégie européenne en matière de lutte anti-terrorisme et de trouver des solutions pour renforcer le contrôle des frontières extérieures. Ceci, parce que les dirigeants de l'UE ont

compris, après les attentats qui ont frappé la France la semaine dernière et ceux déjoués en Belgique que les citoyens des pays concernés attendent d'eux qu'ils les protègent.

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a arrêté un plan visant entre autres à donner la priorité au renforcement des contrôles aux frontières extérieures de l'UE pour les ressortissants européens, à la mise en place d'un grand registre avec l'ensemble des données collectées par les compagnies aériennes et à la lutte contre la radicalisation dans les prisons et sur Internet. Malgré la volonté affichée par l'UE en matière de lutte contre le terrorisme, des analystes conviennent de souligner que dans le contexte actuel marqué par la menace d'attentats sur le continent européen, l'accouchement d'une politique véritablement européenne en la matière ne devrait être ni rapide, ni facile.

Pour Gilles Kerchove Coordonnateur européen pour la lutte contre le terrorisme, cette lutte

en Europe est confrontée à plusieurs difficultés. « Les États membres restent les premiers responsables de la sécurité intérieure. L'Europe n'est pas la première responsable, elle est là en soutien. C'est d'abord une réaction des États eux-mêmes. Nous n'avons pas de police, nous avons un embryon de FBI (Europol). C'est un processus long d'acquisition de crédibilité. Mon objectif : crédibiliser l'action de l'Union », a-t-il précisé.

Parlant du sommet européen sur la lutte anti-terrorisme qui se tiendra le 12 février, Gilles Kerchove a dit qu'il y a un grand chantier qui attend l'Europe lors de ces assises. « J'attends une volonté des politiques d'aller plus loin dans le contrôle des frontières de l'espace Schengen, dans le nettoyage d'Internet (notamment des sites illégaux), d'aller plus loin dans le partage des informations en Europe et d'utiliser davantage nos outils : Europol, Interpol, Schengen Information System (...) Il faut prendre des mesures plus rapides », a conclu le coordonnateur européen pour la lutte contre le terrorisme.

Nestor N'Gampoula

La France condamne les attaques de Boko Haram

La France a condamné les attaques terroristes perpétrées les 17 et 18 janvier dans l'extrême-nord du Cameroun et l'attentat commis à Potiskum au Nigeria. Paris a présenté ses condoléances aux familles des victimes et a appelé à la libération immédiate des personnes enlevées.

Paris a réaffirmé sa solidarité et son soutien aux autorités et aux populations camerounaises, tchadiennes et nigérianes dans la lutte contre Boko Haram, salué l'engagement des autorités tchadiennes et a apporté son soutien à une réponse régionale « robuste et concertée ». Elle note que le plan d'action adopté lors du sommet de Paris en mai dernier sur la sécurité au Nigeria a permis des avancées, notamment dans les « domaines du renseignement, des sanctions internationales et de la constitution d'une force conjointe multinationale », indique un communiqué du Quai d'Orsay.

Le secrétaire d'État chargé des

Anciens combattants et de la mémoire, auprès du ministre de la Défense, Jean-Marc Todeschini, représentera la France à une réunion de haut niveau, le 20 janvier à Niamey, au Niger. Des retrouvailles consacrées au renforcement de l'effort et de la mobilisation régionale, à laquelle le soutien de la communauté internationale est attendu.

Des blindés tchadiens ont pris la route pour le Cameroun afin de lutter contre Boko Haram. Une première colonne de plusieurs dizaines de blindés tchadiens a quitté Ndjamena, le 16 janvier, pour rejoindre le Cameroun. Le président tchadien Idriss Deby, a par ailleurs annoncé vouloir

reprendre Baga, une ville nigériane tombée aux mains de la secte islamique, sur les rives du lac Tchad. Idriss Deby a déclaré que « la libération de cette localité, qui constitue l'épicentre des échanges économiques, est indispensable à la relance du trafic et à la circulation des biens et des personnes en toute sécurité ».

Pour le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, les massacres perpétrés par Boko Haram au Nigeria sont « un crime contre l'humanité », après l'attaque contre la ville de Baka, considérée comme la plus destructrice menée par Boko Haram depuis 2009. Le groupe Boko Haram aurait fait trois morts, incendié plusieurs maisons à Mokolo, dans l'extrême nord-du Cameroun et fait 80 otages, emporté 150 bœufs, le 18 janvier.

Noël Ndong

JEUNES, HOMMES, FEMMES

Voulez-vous gagner de l'argent ou améliorer vos revenus ?

Intégrez alors, l'équipe de vente du quotidien

Les DEPECHEs DE BRAZZAVILLE

Brazzaville : contact : 84, Boulevard Denis Sassou N'Gouesso à Mpila centre-ville
Téléphone : 05 532 01 09

Pointe-Noire : avenue Germain Bikoumat, immeuble les Palmiers
(À côté de la radio Pointe-Noire) centre-ville
Téléphone : 06 649 89 04 – 06 963 31 34 – 04 473 39 85

18^E SESSION DES CHEFS D'ÉTAT DE L'UÉMOA

Boni Yayi préoccupé par la lenteur au niveau de l'harmonisation des textes

Cotonou, la capitale du Bénin accueille depuis le 19 janvier, la 18^e session ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uémoa). Six chefs d'Etat de l'espace communautaire y prennent part : le Béninois Boni Yayi, l'Ivoirien Alassane Ouattara, le Togolais Faure Gnassingbé, le Burkinabè Michel Kafando, le Bissau-guinéen José Mário Vaz et le Sénégalais Macky Sall. Le Niger est représenté par le Premier ministre Brigi Rafini et le Mali par le ministre des Finances et de l'Economie Mamadou Iqor Diarra.

En sa qualité de président en exercice de l'Uémoa, le président Boni Yayi, qui a ouvert la conférence a indiqué que le chemin est encore long pour que l'Uémoa parvienne à une harmonisation complète des textes. Il a rappelé de vives préoccupations face à la montée du terrorisme, de la piraterie, de la traite des êtres humains, de la prolifération des armes légères, des enlèvements et autres victimes perpétrées par des groupes armés non étatiques.

Boni Yayi pense que l'organisation d'élections dans plusieurs Etats de l'Uémoa en 2015 pourrait induire des risques politiques et sécuritaires supplémentaires et mettre à rude épreuve la stabilité politique de l'espace communautaire. « Nous devons donc nous attacher à maintenir et à renforcer les actions déjà en cours en faveur d'une meilleure gouvernance afin de sécuriser durablement notre



La 18^e session ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'UÉMOA s'est ouverte à Cotonou, au Bénin avec la participation de six présidents et de deux représentants de l'espace communautaire.

espace communautaire », a-t-il martelé. Il a loué les efforts déployés dans la région dans la lutte contre le virus Ebola, et a invité les leaders de la région à poursuivre la mutualisation des efforts pour mettre fin à la propagation de

et l'Uémoa seraient consolidée en 2015 avec un taux de croissance prévisionnel de 7,4% dû au regain des secteurs agricoles et industriels et par des performances dans

le secteur des Bâtiments et travaux publics.

Noël Ndong

La maladie. Le président béninois a estimé que l'évolution économique des Etats

le secteur des Bâtiments et travaux publics.

Noël Ndong

NOUVEL AN 2015

La CEEAC se fixe des perspectives encourageantes

« Les actions programmées dans le plan d'action 2015 devront être priorisées pour éviter toute dispersion et être accompagnées d'une planification réaliste, efficiente et cohérente avec les ressources propres disponibles », c'est la quintessence de la déclaration du secrétaire général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Allam-Mi Ahmed, lors de la cérémonie de présentation des vœux, le 16 janvier à Libreville, au Gabon. Selon le secrétaire général de la CEEAC, l'année 2015 est celle de la matérialisation de grands projets, car il s'ouvrira beaucoup d'opportunités pour conduire dans l'ensemble de la sous-région, le plan de développement de cette organisation pour l'horizon 2025. Ainsi, la construction d'une organisation forte, capable de surmonter les défis d'intégration régionale et continentale, la réalisation des actions programmées pour 2015, la capacité d'absorption des ressources mises à la disposition de l'institution sous-régionale, l'opérationnalisation de l'outil de gestion du personnel, l'intégration socioculturelle, la paix et la sécurité feront partie des objectifs de l'organisation pour cette année.

Par ailleurs, en dehors de ces grands projets ils en existe d'autres, selon Allam-Mi Ahme à savoir : la matérialisation des actions prioritaires recommandées par les chefs d'Etats de la sous-région, la mise en œuvre d'une zone de libre-échange tant réclamée dans la sous-région, le développement des Technologies de l'information et de communication (TIC), la matérialisation du programme régional d'investissement agricole, de sécurité alimentaire ainsi que nutritionnelle et l'amélioration des conditions de travail du personnel de l'institution. « Je voudrais lancer un appel à votre mobilisation pour la réalisation en 2015, de ce que je considère comme essentiel pour l'existence de notre communauté », a conclu le secrétaire général de la CEEAC.

Rock Ngassakys

ZAMBIE

Le pays élit le successeur du défunt président Michael Sata

Plus de 5 millions de Zambiens sont appelés aux urnes le mardi 20 janvier pour désigner un nouveau président pour succéder au président Michael Sata, décédé fin octobre.

L'actuel ministre de la Défense Edgar Lungu, 58 ans, est le candidat du Front Patriotique au pouvoir dans le pays. Cet homme que l'on dit humble, proche du peuple mais peu charismatique n'est pas certain de l'emporter dans un pays qui a déjà connu deux alternances démocratiques depuis l'indépendance. Son principal rival est le candidat de l'UPND (Parti de l'Unité pour le Développement national) Hakainde Hichilema, 52 ans, un homme riche qui fréquente l'élite du pays.

Si le candidat de l'opposition venait de l'emporter, ce serait la troisième alternance démocratique en Zambie en 25 ans. Ce qui est un exploit en Afrique où nombre de partis sont au pouvoir depuis plusieurs décennies sans discontinuer. Outre ces deux personnalités, neuf autres candidats sont en lice pour cette élection.

D'après des sources concordantes, la bataille s'annonce très

serrée. C'est en tenant compte de cette réalité des faits, notamment de la perspective d'une victoire de l'opposition que le parti au pouvoir qui était profondément déchiré après la mort du président Michael Sata a été forcé à s'unir. Le Front patriotique a en effet sombré dans des luttes intestines ces trois derniers mois. Le vice-président Guy Scott, qui a assuré l'intérim, a tenté de faire nommer un autre candidat, contre le ministre Lungu. Guy Scott d'ascendance écossaise, ne pouvait pas se présenter à cette élection pour la simple raison que ses parents sont nés à l'étranger. Mais il a durant quelques mois été le premier chef d'Etat blanc en exercice dans un pays subsaharien depuis le début de ce siècle.

Malgré l'image désastreuse du parti laissée par ces querelles, Edgar Lungu a toutefois l'avantage de représenter le pouvoir en place. Certains analystes avancent qu'il pourrait bénéficier de votes de sympathie en mémoire de feu son prédécesseur Michael Sata. Cela peut s'avérer vrai d'autant que ce candidat du parti au pouvoir s'est durant les derniers jours

avant le scrutin, posé en rassembleur. Edgar Lungu annonçait déjà qu'une fois élu, il formerait un gouvernement de large union. Le candidat de l'opposition quant à lui est un vétéran des campagnes, qui se présente pour la quatrième fois à une élection présidentielle après trois échecs. Des analystes estiment que sa notoriété lui assurera le ralliement de nombreuses voix d'opposition, y compris d'autres partis, qui sont moins structurés ou moins stables que le sien.

Les deux candidats potentiels de ce scrutin sont tous partisans de l'économie de marché et promettent de lutter contre la pauvreté en attirant les investisseurs et en créant des emplois, alors que plus de 60% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour.

Conformément à la Constitution, le vainqueur de cette élection présidentielle dirigera le pays pour à peine 20 mois, le temps qui restait à Michael Sata pour terminer son mandat. De nouvelles élections présidentielle et législatives auront lieu en 2016.

Nestor N'Gampoula

CHUTE DU PRIX DU PÉTROLE

L'année s'annonce difficile pour certains pays africains producteurs de l'or noir

L'effondrement du prix du baril auquel on assiste depuis juin 2014 entraîne une grande chute des revenus de l'Etat. Or un certain nombre de pays du continent africain vivent des revenus tirés du pétrole, et les gouvernements se sont basés le plus souvent sur des cours autour de 100 dollars le baril pour constituer le budget de l'année 2015. Alors que le prix devient plus bas que prévu (50%).

Le développement du Nigéria, producteur très important en Afrique s'est très largement basé ces dernières années sur l'exportation des hydrocarbures et la chute des tarifs porte un coup sur le budget. A l'approche de l'élection présidentielle, le président de la République Goodluck Jonathan hésite de prendre de nouvelles mesures pour faire face à la baisse des revenus qui vont bouleverser les dépenses prévues. Il a plutôt choisi de laisser la situation telle qu'elle est et d'envisager par la suite d'éventuels ajustements en cas de sa réélection à la tête du pays.

L'Angola, deuxième producteur de pétrole en Afrique sera obligé, selon l'annonce faite par le gouvernement, de réviser son budget de l'année et mettre en place des mesures d'austérité.

« Nous nous apprêtons à passer un moment difficile, car le gouvernement n'a pas les moyens de mettre en œuvre le budget qu'il a adopté pour cette année », a indiqué José de Oliveira, consultant indépendant dans le secteur pétrolier.

Quant à la Guinée Equatoriale, elle s'est rapidement développée en raison de l'exploitation des hydrocarbures. Le président de la République ne compte pas changer son plan d'investissements parce que l'impact de la baisse des revenus, n'est pas le même que dans certains autres Etats, en raison notamment du nombre d'habitants, très faible sur le territoire. Les besoins qui en découlent sont beaucoup moins importants et les autorités estiment que la Guinée Equatoriale devrait pouvoir faire face sans trop de difficultés.

Pour sa part, l'Algérie a décidé de mettre en place une série de mesures pour faire face à la crise pétrolière. Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a d'ores et déjà prévenu que pour l'année qui arrive l'embauche de fonctionnaires sera gelée et aucun recrutement ne sera possible avant 2016. Il a également annoncé que tous les chantiers qui ne sont pas urgents seront interrompus et relancés plus tard.

En Libye la baisse des cours de pétrole ne devrait pas avoir d'incidence flagrante puisque la production a chuté de manière radicale ces derniers mois à cause de l'instabilité politique et surtout sécuritaire qui provoque l'incapacité d'exploiter les hydrocarbures.

Le Soudan et Soudan du Sud qui ont mis du temps à trouver un accord pour l'exploitation du pétrole se retrouvent aujourd'hui dans une situation délicate. Khartoum tire d'importants revenus grâce aux hydrocarbures de son voisin du sud, et la chute des cours risque d'avoir un impact réel.

Le Niger, un pays qui a rejoint il y a à peine trois ans les rangs des pays producteurs et exportateurs de pétrole ne devrait pas subir un impact très important car, parallèlement à la chute des prix, le Niger est en train d'accroître très fortement l'exploitation des hydrocarbures.

Yvette Reine Nzaba

BANGUI

Deux prises d'otage en l'espace de 24 heures

Djamel Hesho de nationalité Kurde, membre de la section communication et nouvelles technologies de la Mission onusienne, Minusca, a été enlevé mardi 20 janvier par des hommes armés assimilés aux anti-Balaka. Il s'agit d'une deuxième prise d'otage opérée en l'espace de 24 heures, après celle d'une humanitaire française.

Pour l'heure, l'otage a été conduit vers une destination inconnue. Selon des témoignages, le kidnapping de Djamel Hesho est intervenu dans le 8^e arrondissement de Bangui, non loin de l'aéroport international, Bangui-M'Poko.

D'après les informations publiées par la presse locale, l'em-

ployée kurde des Nations unies était à bord du bus de transport du personnel de la Minusca accompagné d'un de ses collaborateurs de nationalité ougandaise qui a réussi à s'échapper. L'ONU se dit inquiète suite à ces rapt. « Une tentative de rapt similaire avait échoué un peu avant. La Minusca condamne fermement cet acte intolérable qui fait suite à l'enlèvement d'un religieux centrafricain et d'une travailleuse humanitaire française », a indiqué la Minusca dans un communiqué. Le 19 janvier, un autre enlèvement avait visé une humanitaire de nationalité française dans le 4^e arrondissement de Bangui. Elle est toujours entre les mains de ses ravisseurs. Les deux prises d'otages ont été reven-

diquées, mardi par des proches de Rodrigue Ngaïbona, alias général Andjilo, arrêté le 17 janvier dernier par les Casques bleus dans le nord de la Centrafrique. Ces derniers exigent la libération de leur chef.

Les deux otages seraient toujours entre les mains de leurs ravisseurs, et les négociations sont en cours pour obtenir leur libération.

Le ministère français des Affaires étrangères a, quant à lui, condamné l'enlèvement des deux humanitaires, dont une sexagénaire française (67 ans) travaillant pour l'ONG médicale Catholique, CODIS, et a appelé ces responsables à libérer au plus tôt leur otage.

Fiacre Kombo (Stagiaire)

BANGUI

Des controverses au sujet de la libération ou non du « général Andjilo »

Les avis des habitants du 4^e arrondissement de la ville de Bangui, se diffèrent sur la question de l'arrestation de Rodrigue Ngaïbona, un des redoutables chefs des anti-Balaka connu sous le nom de « général Andjilo ». Le contingent camerounais de la Minusca l'avait appréhendé et mis aux arrêts le 17 janvier dernier à Bouka.

Certains de ces habitants sont pour son arrestation, tandis que d'autres s'y opposent. Un des habitants du quartier Boy-Rabe dans le 4^e arrondissement, déplore l'arrestation d'Andjilo, qui selon lui pourra entraîner des troubles à l'ordre public.

« A mon avis ce n'est pas normal. Car nous avons appris qu'il était parti pour sensibiliser d'autres anti-Balaka qui sont sur l'axe-Bouka, afin d'enlever les barrières illégales, faciliter la libre circulation et le retour de la paix. Et c'est ainsi qu'on lui a mis la main dessus », a déploré cet habitant

de Boy-Rabe. Un autre habitant explique que, « les efforts qu'a fait Andjilo ces derniers temps dans le 4^e arrondissement, pour traquer les braqueurs et les malfrats, ont fait à ce que la population soit soulagée ». Des avis qui ne convergent pas avec ceux de certains habitants qui affirment que « nul n'est au-dessus de la loi. Et que l'impunité doit cesser ». Pour ces derniers, c'est tout à fait normal qu'Andjilo soit arrêté. Car les auteurs des crimes se doivent de répondre de leurs actes devant la loi.

Les responsables du mouvement anti-Balaka, se disent mécontents de l'arrestation d'Andjilo, et dénoncent en même temps l'attitude de la justice. « Nous dénonçons la justice centrafricaine. Sans dossier, Andjilo est poursuivi de quoi. Même le chef d'accusation lui hier par le procureur de la République sur les ondes, n'est pas fondé. Andjilo n'est ni bandit, ni délinquant. Les délinquants ou un groupe

des bandits ne peuvent pas libérer un pays, des mains des Séléka », a fait savoir Igor Lama-

ka porte-parole des anti-Balaka. Pour Joseph Bindoumi, de la société civile, c'est un trouble que les gens cherchent à emmener dans le pays, afin de boycotter les négociations à la base. « Nous avons demandé à plusieurs reprises que les auteurs des crimes comme Ali Daras, à Bambari, Nourredine, à Birao et ceux de Kaga-Badoro et Ndélé, y compris Andjilo soient arrêtés. Mais personne n'a voulu le faire. Et c'est à ce moment où les Centrafricains se préparent pour le forum qu'on décide d'arrêter Andjilo, pour mettre de l'huile sur le feu », a déploré Joseph Bindoumi.

Il faut dire que cette situation a paralysé les activités dans le 4^e arrondissement de la ville de Bangui. Certains établissements scolaires ont d'ailleurs libéré les enfants par peur d'éventuelles violences.

BANGASSOU

Des agents de santé entretenus sur Ebola

Les habitants des localités de Ouango-Bangassou, situées dans le sud-Est de la Centrafrique, ont été formés sur les techniques de préventions de lutte contre la fièvre hémorragique à virus Ebola. Une activité co-organisée par l'OMS et le ministère de la Santé.

Les participants à ces assises, sont composés du personnel de santé, des cadres régionaux du district sanitaire de Bangassou et de Ouango. Il s'est agi de les éduquer sur la surveillance de l'épidémie Ebola et sur les techniques d'installation

des sites de contrôle tout au long du fleuve Mbomou.

Aux termes de cette rencontre, les notions de l'épidémiologie, de la transmission, de la prévention, du traitement ont été développées. Des conseils pour un changement de comportement dans le programme d'éducation et de surveillance pour lutter contre le virus Ebola, ont été également prodigués aux participants. Aucun cas d'Ebola n'a été détecté en Centrafrique. Toutefois, des mesures de prévention contre cette maladie ont été prises ces derniers mois dans le pays.

BERBERATI

Un chasseur tué par une bande armée

Le meurtre a lieu dans la nuit du 16 au 17 janvier 2015. Mokhtar Sao Ibene, 43 ans chasseur de profession, a été tué par des individus armés non identifiés alors qu'il rentrait de la ville de Soso-Nakombo.

Selon les témoins du crime, les agresseurs étaient à bord d'une moto. « Pour répondre au besoin sanitaire de sa femme malade depuis quelques jours, Mokhtar Sao Ibene était parti prendre son fusil de chasse à Soso-Nakombo et venir vendre. Après la bar-

rière de Ouapo situé à huit kilomètre de la ville de Berberati aux environs de vingt heures, des personnes sur la moto lui ont tiré dessus », a expliqué un des parents de la victime, Antoine Ngenebida. Face à cette violence récurrente, la population a manifesté pour dire non au contingent congolais qui selon elle, ne lutte pas correctement contre la montée de la criminalité. Il faut dire que le corps du chasseur a fait le tour de la ville avant d'être déposé à la mairie, devant les officiers des Nations unies.

AVIS DE RECRUTEMENT

I.S.D

La société ISD procède au recrutement :

D'un technicien supérieur en maintenance de matériel Bio médical.

Profil du candidat :

- H ou F de 25- 35 ans ;
- Etre titulaire d'un BAC + 3 en électronique et électro mécanique médicale ;
- Maîtrise de l'outil informatique requise ;
- Justifier d'une expérience professionnelle dans le domaine de la maintenance biomédicale ;
- Etre discret, disponible, réactif, organisé, avoir l'esprit d'équipe et être capable de travailler sous pression ;
- Avoir une bonne maitrise de l'outil informatique ;
- La connaissance de l'anglais parlé et écrit serait appréciée.

Mission :

- Sous la direction du chef de département Bio médical
- Intégrer une équipe intervenant en installation et mainte-

nance sur toute la gamme des équipements médicaux ;

-Imagerie / Biologie / Stérilisation / Réanimation.

Dossier à fournir :

- Lettre de motivation ;
- Curriculum vitae détaillé avec photo ;
- Copies certifiées conformes des diplômes, certificats, attestation de travail ;
- Certificat ONEMO ;
- Extrait de Casier judiciaire

Adresse de dépôt de dossier : Siège I.S.D,

169 Avenue de l'amitié,

Face Hotel Olympic, Centre -ville

BP 68

Brazzaville.

Tél : 06 960 24 95

Date limite de recrutement 02/02/2015.

NÉCROLOGIE



Patric Willy Nguimbi, Agent hôtel Ledger et famille ont la profonde douleur d'annoncer au ministre Isidore Mvouba, à l'honorable Ibovi et M. Massamba André, à l'apôtre Anicet Massengo et à leurs proches amies et connaissances de Brazzaville et Pointe-Noire, le décès de leur frère, oncle, père Edmond Roger Sakamesso « président Sapy » décès survenu le samedi 10/01/2015 à 16 heures à l'hôpital Central des armées Pierre Mobengo. La veillée mortuaire a lieu dans la rue Mboté n 49 Moukondo. La date de l'inhumation est prévue pour le mercredi 21 janvier. Pour la famille, Nguimbi Patric

IN MEMORIAM

19 janvier 2009- 19 janvier 2015

Voici six(06) ans déjà qu'il a plu au Seigneur tout puissant de rappeler dans son royaume sa créature le lieutenant colonel en retraite Antoine Joseph Branco « Tony » En ce triste et douloureux anniversaire, son frère cadet le lieutenant colonel Georges Bazebizonza « Baz » et toute la famille Bembé expriment une pensée très profonde pour le repos de son âme, et demandent à tous ceux qui l'ont connu de se souvenir de ses bienfaits. « J'ai servi ma patrie et aimé les hommes » Tony.



Intérim
Recrutement
Placement de personnel

Vous souhaitez recruter ?
Vous recherchez du personnel qualifié ?
Nous avons la solution à vos besoins.

Faites appel au Cabinet NOBA pour des conseils RH, du placement de personnel et l'intérim.
Contact : 06-873-20-30 / 04-030-88-73
www.societenoba.com
contact@societenoba.com



Voici déjà cinq (05) années qu'il a plu au seigneur de rappeler à lui maman Jeanne Rosé Epelet : c'était le 21 janvier 2010, Le temps qui passe ne peut effacer, ni la douleur, ni le souvenir d'un être cher que tu as été pour nous, La lumière et la force de Dieu ainsi que ta présence auprès de lui dans son royaume sont notre réconfort et notre joie. Tous ceux qui t'ont connue et aimée ont une pensée pieuse pour toi, Maman Jeanne que la paix du seigneur soit toujours avec toi, Lala Akossa, les enfants et famille

BERBERATI

Une journée de réflexion entre les autorités et les groupes armés

« Comment améliorer la sécurité dans la ville de Berberati et ses environs », tel est le sujet d'une réflexion qui a regroupé les autorités de la ville de Berberati, les ONG et les groupes armés.

Une initiative du préfet de la Mambéré-Kadéï, Marc Yangba et le Conseil danois pour les réfugiés (DRC).

Après des travaux en atelier, les différents participants ont exprimé leurs attentes. Le retour de la paix, la cohésion sociale et le rétablissement de l'autorité de l'Etat sont les points énumérés.

Du côté des Anti-Balaka, l'on exprime le souhait de voir la réalisation du processus désarmement, démobilisation et réinsertion. Quant aux déplacés musulmans campés à l'évêché, ils réclament le retour à la vie active et la libre circulation dans la ville de Berberati. Ces derniers se disent prêts à vivre avec les autres communautés dans la convivialité.

Selon le président de la délégation spéciale de la ville de Berberati, Albert Stach Nakombo, « Berberati, veut dire ville calme, ville de paix. Durant toute leur histoire, la communauté musulmane et la non musulmane, vivaient ensemble et en communion ».

BANGUI

La reprise des activités au tribunal de grande instance

Les activités judiciaires et juridictionnelles ont repris au niveau de toutes les instances judiciaires de la ville capitale, dans ces derniers jours après les affrontements qui ont frappé le pays.

Depuis la chancellerie en passant par les juridictions de l'ordre judiciaire, qui sont la cour de cassation, la cour d'appel de Bangui, les tribunaux de grande instance de Bangui et Bimbo, les auditions ont repris aux jours et heures indiqués.

Au niveau du tribunal de grande instance de Bangui, les auditions ont lieu tous les jours ouvrables de la semaine. En dehors, de lundi, mercredi, jeudi et vendredi où le tribunal de grande instance de Bangui siège en matière correctionnelle et réglementaire, les autres jours sont consacrés aux affaires civiles, c'est-à-dire aux référés et aux audiences publiques en matière d'assignation.

La période du 12 au 16 janvier 2015, a connu plusieurs activités judiciaires, tant au niveau du tribunal de grande instance de Bangui, que de la cour d'appel de Bangui. Ainsi, plusieurs décisions ont été rendues par le tribunal de grande instance, en ce qui concerne les affaires de sorcelleries et de charlatanisme, d'abus de confiance, de destruction de biens appartenant à autrui, la consommation et la détention des chanvres indiens, enfin la détention illégale d'arme et de munition de guerre.

Les peines prononcées cette semaine vont de 3 à 6 mois d'emprisonnement ferme. Le tribunal n'a pas suivi le parquet dans ses réquisitions, qui a requis pour la plupart des peines d'emprisonnement allant de 12 à 18 mois, avec des amendes allant de 50.000 à 100.000 F CFA.

Pour les parents des détenus, les conditions de détention sont devenues très dures au niveau de la maison d'arrêt de Ngaragba, et le seul moyen d'être en contact avec les détenus est de venir au tribunal. Des cailloux ont été jetés sur le véhicule de la Minusca, qui assure la sécurité des détenus.

Or pour s'entretenir avec une personne détenue placée à la maison d'arrêt en RCA, il faut être en possession d'un permis de communiquer délivré en bonne et due forme par le juge qui a placé la personne en détention.

La cour constitutionnelle de transition, afin de pallier l'éventuel vide constitutionnel, s'est prononcée hier dans la salle du palais de justice de Bangui, sur la requête du médiateur Denis Sassou N'Guesso dans la crise centrafricaine, et a donné une suite favorable à cette requête pour la prolongation de la transition.

Le pape viendra en visite pastorale en Centrafrique cette année !

Les incertitudes ont plané autour d'une première visite du pape François en Afrique, le Souverain pontife a lui-même confirmé sa venue prochaine.

Enfin, alors que des observateurs soutenaient que le pape François réserverait son dévolu sur l'Asie plutôt que sur l'Afrique, le Souverain pontife n'a pas voulu que les rumeurs de toutes sortes viennent « parasiter » sa volonté d'aller reconforter les chrétiens là où ils sont, partout là où ils souffrent éventuellement. Finie donc les hypothèses fantaisistes : le pape a tranché. De retour d'un voyage historique au Sri Lanka et aux Philippines, il a annoncé lundi qu'il viendra dans la sous-région, en Centrafrique et en Ouganda. Le Vatican est à l'œuvre pour étudier les modalités de réalisation de ces deux voyages qui sont tous deux chargés de symboles.

En Centrafrique, le Souverain pontife viendrait redire que les violences au nom de Dieu et de la religion sont une histoire du passé : « une aberration », a-t-il récemment soutenu. La République centrafricaine, pays naguère pacifique, est déchirée par des violences qui ont culminé en des combats meurtriers dans une ligne de fracture qui a, grosso modo, désigné musul-

mans et chrétiens comme des adversaires dans un projet politique déchirant. Visiblement, le pape veut venir appuyer les efforts de réconciliation conduits par la très active Église catholique locale, avec en première ligne l'archevêque de Bangui, Mgr Dieudonné Nzapalainga.

Quant à l'Ouganda, pays chrétien mais pas forcément majoritairement catholique, il a été choisi par le pape pour l'ancienneté de sa fidélité à l'Église catholique. L'invitation lui fut lancée il y a un an par les Evêques de ce pays ; elle fut réitérée par le président Yoweri Museveni lors de sa visite au Vatican le 27 octobre dernier. L'Ouganda est le pays des premiers martyrs africains, les fameux « Martyrs de l'Ouganda » : une quinzaine d'adolescents qui furent brûlés vifs par un roi local pour avoir refusé de renoncer à leur conversion chrétienne entre 1885 et 1887. Très vraisemblablement, c'est en juin que le pape François pourrait se rendre en Ouganda. La fête liturgique de Saint Charles Lwanga le plus jeune des martyrs ougandais, se cé-

lèbre en effet le 3 juin de chaque année, qui correspond à la date de son immolation le 3 juin 1886. La visite du pape coïnciderait donc avec les manifestations retenues en Ouganda pour marquer les 130 ans de ces martyrs. À noter que l'Ouganda est aussi le premier pays de l'histoire africaine (au sud du Sahara) à avoir été visité par un pape catholique. C'était le pape Paul VI, en juillet 1969. Ensuite, l'Afrique deviendra une destination plus courante pour les autres papes qui ont suivi, Jean-Paul II ayant battu tous les records avec 10 voyages sur le continent en ses près de 27 ans de souveraineté au Vatican.

« Le projet est d'aller en République centrafricaine et en Ouganda cette année. Je pense que ce sera vers la fin de l'année, en raison du temps. Nous verrons le temps qu'il fait, la saison des pluies, le temps dont on a besoin... Ce voyage a été un peu retardé parce qu'il y avait Ebola. C'est une grande responsabilité », a indiqué le pape lors de la traditionnelle conférence de presse qui termine ses voyages, à bord de l'avion qui le ramenait des Philippines lundi soir.

Lucien Mpama

BOZOUUM

Les jeunes de la ville commémorent la journée des Martyrs

Plusieurs manifestations ont été organisées pour la circonstance dans cette partie du pays. Il s'agit entre autres, d'un café-débat sur le thème, « le paradoxe de la force », un message de paix et de cohésion sociale adressé à l'endroit des autorités.

La journée des Martyrs a été célébrée par anticipation par les élèves du lycée de Bozoum, le samedi 17 Janvier. Une marche a mobilisé les élèves du lycée Sœur Hyacinthe Reverchon et ceux du lycée Saint Odissé de la ville, suivi d'une cérémonie de dépôt de gerbe de fleurs au monument des morts.

Dans son allocution, le député Junior de cette localité, Ornella Yongdané a dénon-

cé le non-respect de cette journée par certaines autorités centrafricaines, avant de critiquer l'attitude de certains parents qui foulent au pied les droits des enfants. Cet événement s'était poursuivi jusqu'au dimanche 18 janvier par le biais des manifestations sportives, culturelles et artistiques au stade de la ville de Bozoum. 18 janvier 1979, 18 janvier 2015, voilà 36 ans que la journée de la jeunesse, communément appelée journée des Martyrs est célébrée en Centrafrique. A cette occasion, les jeunes rendent hommage à leurs aînés sous les balles et coups de matraque de l'empereur Jean Bedel Bokassa en 1979.

Source : Réseau des journalistes pour les Droits de l'Homme

PROJET DE LOI ÉLECTORALE

Les sénateurs exigent des concertations politiques

La question du conditionnement de la présidentielle et des législatives par le recensement administratif et l'identification de la population est au cœur du débat.

L'examen du projet de loi électoral au Sénat ce mardi 20 janvier a donné lieu à un débat essentiellement orienté sur l'inopportunité de l'initiative du gouvernement. La majorité des sénateurs a opté pour le rejet dudit projet de loi ou la suppression de l'incise « assassine » qui conditionne la présidentielle par l'organisation du recensement administratif et l'identification de la population. Ils en ont appelé à l'organisation des concertations politiques pour trouver un consensus autour de la

question.

Au regard des manifestations populaires enregistrées notamment à Kinshasa, les élus des élus, donc les sénateurs, jugent opportunes des concertations entre acteurs politiques pour calmer la tension. Ils relèvent l'importance de cette initiative qui aura le mérite de rassembler les différentes tendances politiques autour d'une question hautement stratégique. Le seul débat au sein du Parlement ne saurait apporter une solution appropriée à la crise actuelle. Cependant, l'idée des nouvelles concertations ne fait pas l'unanimité au sein de la classe politique congolaise et les aspects techniques liés à cette activité n'ont pas été clarifiés.

Pour les sénateurs, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) n'a pas strictement besoin des données du recensement pour organiser la présidentielle et les législatives de 2016. Ce conditionnement qui ouvre la possibilité d'un glissement de la présidentielle au delà du délai constitutionnel est à la base des troubles constatés ces deux derniers jours dans plusieurs villes du pays. A ce sujet, les membres de la chambre haute du Parlement ont sévèrement condamné les récentes déclarations du porte-parole du gouvernement sur une probable prolongation de fait du mandat du chef de l'Etat.

Le sénateur Jacques N'Djoli, ancien vice-président de la Ceni,

a qualifié d'inconstitutionnel le projet de loi électoral en examen, jugeant qu'il jetait de l'huile sur le feu. Il a estimé que l'organisme congolais de gestion des élections a dans ses prérogatives l'identification et l'enrôlement des électeurs et ne pourrait donc pas dépendre des données statistiques à actualiser par l'Office national de l'identification de la population (Onip). Cette dernière institution, dont les animateurs ont été nommés à la fin de l'année 2014, n'aurait pas le temps matériel pour donner à la Ceni les éléments nécessaires lui permettant d'organiser la présidentielle et les législatives.

Le sénateur Moïse Nyarugabo a quant à lui déploré le fait que le

gouvernement ait toujours choisi de transmettre les projets de loi importants à la fin des sessions extraordinaires. Cela fut le cas en 2011 lors de la révision de la constitution qui a été à l'origine de la crise politique la veille des élections. Il craint que cela ne soit une stratégie politique adoptée par la majorité présidentielle pour empêcher les sénateurs d'aborder le débat en profondeur. L'Onip, essentiellement constitué de membres de la plate-forme présidentielle et dirigé par le professeur Adolphe Lumanu, a présenté un budget de près d'un demi milliard de dollars américains pour le recensement administratif et l'identification de la population.

Jules Tambwe Itagali

RDC

Nouvelle journée de violences à Kinshasa

Privée d'internet, Kinshasa connaissait mardi une deuxième journée de violences entre policiers et jeunes hostiles au président Joseph Kabila, en marge de l'examen d'une nouvelle loi électorale qualifiée de « coup d'Etat constitutionnel » par l'opposition.

Les autorités de la République démocratique du Congo ont ordonné aux opérateurs de télécommunications de couper internet jusqu'à nouvel ordre dans toute la capitale, alors qu'un parti politique dénonçait l'arrestation de son président, impliqué dans l'organisation des manifestations de la veille. De nouvelles scènes de pillages ont été observées par des journalistes de l'AFP, ou rapportées par des témoins, dans plusieurs quartiers du sud et de l'ouest de la capitale, où la situation restait confuse dans l'après-midi. Des journalistes de l'AFP ont vu deux personnes blessées par des jets de pierre, deux bus aux fenêtres fracassées, et un mini-bus en feu. Les lanceurs de pierre, dont le nombre était difficile à évaluer, semblaient s'en prendre indistinctement aux symboles de l'Etat comme la police ou les bus de la régie Transco, ainsi qu'à des voitures qui passaient.

Une vingtaine de personnes au moins ont été arrêtées par l'armée et la police. De nombreux renforts de militaires et de policiers se sont dirigés vers le sud de la ville où étaient signalés des affrontements. Le centre de la ville s'est vidé peu à peu et des milliers de gens sont rentrés chez eux à pied, en l'absence de transports en commun. Toutes les boutiques fermaient. Le riche quartier de la Gombe qui abrite l'administration, ministères et ambassades, ne semble pas touché par les troubles, qui avaient commencé dès le matin avec la constitution de barrages de pneus enflammés sur plusieurs axes.

Dans un quartier de l'ouest de la ville, des gardes républicains ont tiré plusieurs rafales en l'air pour disperser les pillards qui commençaient à s'en prendre à un magasin général tenu par des Chinois. D'autres scènes de pillages ont été rapportées par des témoins, notamment sur des marchés.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole de la police a indiqué qu'il ne communiquerait pas avant la soirée.

- Des morts lundi -

Comme la veille, on signalait un rassemblement d'étudiants près de l'université de Kinshasa, mais les abords du quartier étaient bouclés par les forces de l'ordre et l'accès en était impossible. Lundi, la police avait ouvert le feu sur les étudiants pour les disperser. Au total, les autorités ont dénombré quatre morts lundi (deux policiers et deux « pilleurs »), mais selon l'opposition et un diplomate, il pourrait y en avoir eu bien plus, jusqu'à une quinzaine.

Dans un communiqué, le chef de la mission de l'ONU au Congo (Monusco) Martin Kobler a déclaré mardi que l'usage de la force par les forces de l'ordre devait « toujours être proportionné, imposé par la nécessité et en dernier recours ». M. Kobler a également exhorté l'opposition « à manifester pacifiquement (...) dans le calme et dans les limites imposées par la loi ».

Les violences de lundi ont eu lieu alors qu'un collectif d'opposants avait appelé la population de Kinshasa à « occuper massivement le Parlement » pour dénoncer le projet de révision de la loi électorale, approuvée samedi par les députés, en l'absence de la quasi-totalité des élus de l'opposition, qui boycottent les débats.

Le Sénat examinait le texte en séance plénière mardi après-midi alors que la police bouclait tous les accès au Parlement.

Le gouvernement a reconnu que le projet de loi risquait d'entraîner un report de la présidentielle censée avoir lieu fin 2016.

Pour ses détracteurs, le texte est un « coup d'Etat constitutionnel » destiné à permettre à M. Kabila, au pouvoir depuis 2001, de rester plus longtemps à la présidence alors que la Constitution lui interdit de se représenter. Parmi les organisateurs des contestations de lundi figurait Jean-Claude Muyambo, avocat et homme politique, qui a fait défection de la Majorité présidentielle fin 2014 en déclarant s'opposer au maintien au pouvoir de M. Kabila. Un haut cadre de son parti a indiqué à l'AFP que M. Muyambo avait été arrêté par la police dans la nuit à son domicile de Kinshasa. Cette information n'avait pas pu être confirmée officiellement mardi après-midi. Air France a annulé son vol aller-retour Paris-Kinshasa mardi.

AFP

Paris « préoccupé » par les troubles en RDC réclame le respect de la Constitution

La France s'est dite mardi « préoccupée » par la situation à Kinshasa, au lendemain de troubles meurtriers entre forces de l'ordre et manifestants hostiles au président congolais Joseph Kabila, et a réclamé le respect de la constitution et des libertés publiques en RDC.

« La France est préoccupée par les troubles répétés qui accompagnent le débat sur le projet de loi électorale au parlement congolais », a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay Romain Nadal.

La police congolaise a ouvert le feu lundi à Kinshasa pour disperser plusieurs milliers de manifestants hostiles à la nouvelle loi électorale en cours d'examen au Parlement, voulue selon eux par le président Joseph Kabila pour se maintenir au pouvoir. Au moins quatre personnes, dont deux policiers, ont

été tuées selon un bilan officiel, mais le nombre de morts pourrait être bien plus élevé. Mardi matin, contestataires et policiers se faisaient de nouveau face dans un quartier de la capitale, et les autorités ont ordonné la coupure d'internet à Kinshasa.

Le Parlement congolais examine un projet de loi électorale qui risque d'entraîner un report de la présidentielle de 2016 et permettrait à M. Kabila, au pouvoir depuis 2001, de se maintenir au pouvoir au-delà de la fin de son mandat. « Il est essentiel que le cadre juridique et le calendrier global du processus électoral qui doit s'ouvrir cette année soient élaborés de façon consensuelle, dans le respect de la constitution de la République démocratique du Congo et des libertés publiques », a souligné le porte-parole du Quai d'Orsay.

AFP

Les autorités ont ordonné de couper internet à Kinshasa (opérateurs)

Les autorités congolaises ont ordonné mardi de couper internet à Kinshasa, où des troubles se poursuivaient au lendemain d'affrontements meurtriers entre forces de l'ordre et jeunes opposés au président Joseph Kabila, a-t-on appris auprès d'opérateurs de télécommunications.

« L'Agence nationale du renseignement (ANR) nous a donné l'ordre de couper internet pour Kinshasa jusqu'à nouvel ordre », a déclaré à l'AFP le responsable d'un opérateur sous le couvert de l'anonymat. « A ma connaissance, cela s'applique à tous les opérateurs », a indiqué un autre. L'ANR n'avait pu être jointe par l'AFP en début d'après-midi. En outre, les envois de sms étaient impossibles depuis le début de la matinée de mardi et les services 3G étaient indisponibles, selon des journalistes de l'AFP et de nombreux habitants. Cette coupure de services de télécommunications intervient alors que Kinshasa était en proie mardi à de nouveaux troubles, avec des affrontements éparpillés entre policiers et habitants dans les

quartiers sud principalement.

Des journalistes de l'AFP ont vu un mini-bus brûler et ont assisté au pillage d'un magasin tenu par des Chinois, auquel des soldats ont rapidement mis fin en tirant en l'air. A la mi-journée, des milliers de personnes quittaient le centre-ville pour regagner leur quartier, en l'absence de transports en commun, et alors que les boutiques qui avaient ouvert fermaient les unes après les autres.

Quatre personnes au moins, dont deux policiers, ont été tuées lundi à Kinshasa, selon un bilan gouvernemental, lors de violences qui ont éclaté alors que des opposants avaient appelé la population à « occuper massivement le Parlement » pour protester contre le projet de loi électorale en cours d'examen. Le gouvernement a reconnu que ce texte risque d'entraîner un report de la présidentielle de 2016. Ce qui permettrait à M. Kabila, à la tête de la République démocratique du Congo depuis 2001, de se maintenir au pouvoir au-delà de la fin de son mandat.

AFP

L'AMJFT commémore Jean Félix Tchicaya

À l'occasion des 54 ans de la disparition de l'illustre homme politique Jean Félix Tchicaya, premier parlementaire congolais, l'AMJFT (Association pour la mémoire de Jean Félix Tchicaya) a organisé deux cérémonies les 16 et 17 janvier en vue de rendre hommage à celui qui est considéré comme le père fondateur du Congo moderne.

Né le 09 novembre 1903, diplômé de l'École normale d'instituteur William Ponty de Gorée au Sénégal, premier député congolais pour le Moyen-Congo et le Gabon à l'Assemblée nationale constituante de Paris (1946- 1958) et fondateur d'un des premiers partis politiques du Congo baptisé Parti progressiste congolais (PPC) créée en 1956, Jean Félix Tchicaya s'est éteint le 16 janvier 1961 au lendemain de l'indépendance du Congo. Cela, après avoir occupé plusieurs fonctions et milité pour l'émancipation de l'Afrique et de la réorganisation de toute l'administration municipale d'Afrique noire, et léguant aux générations futures un patrimoine culturel riche composé, entre autres, d'analyses claires et des conceptions nettes.

Présidée par Lauréate Mbéri

Bigny, une des petites filles de Jean Félix Tchicaya, l'AMJFT a été créée en vue de perpétuer la mémoire de ce valeureux homme qui, selon elle, a été placé aux oubliettes malgré son importante action menée en faveur de son pays et de l'Afrique. « Nous avons créé cette association pour combler un vide. Il est temps que nous nous appropriions notre histoire. Pourquoi préfère-t-on nous parler des autres plutôt que des nôtres, de ceux qui ont marqué notre histoire comme Jean Félix Tchicaya ? », s'est-elle interrogée.

Rituel traditionnel, chants et danse ont ponctué les cérémonies destinées à commémorer les 54 ans de la disparition de l'homme. Le premier jour a été consacré aux dépôts des gerbes de fleurs au rond-point Loandjili où est placée la stèle de Jean Félix Tchicaya et sur sa tombe au cimetière familiale de Vista (première ville du Kouilou actuel village de Diosso) la où il repose désormais avec les siens (dont son premier fils Tchicaya U'Tamsi, un des grands écrivains du pays). Cela, après que sa famille se soit mobilisée pour faire échapper ses restes mortuaires de l'érosion qui menaçait sa tombe

au cimetière de Loango. D'autres familles, faute de moyens pour procéder à des exhumations, ont vu les tombes des leurs emportées par les eaux de l'océan qui continuent de ronger la côte de Loango. Une rencontre a réuni les parents, les vieux de l'association ainsi que plusieurs invités qui ont partagé un repas fraternel. La cérémonie animée par les Tchikumbi de l'AMJFT et le groupe traditionnel Lélo-Lélo a été l'occasion pour Ygal Félix Tchicaya, un des petits fils du fondateur du PPC de présenter l'arbre généalogique de son feu grand père. Il en ressort que Jean Félix Tchicaya est un descendant du clan princier Bolo de Vista dont il fait partie de la 6e génération.

Selon Joseph Félix Tchicaya, un des fils de l'illustre homme, la mort de son père a toujours été commémorée chaque année par sa famille ainsi que l'association. Cette année, l'événement a été célébré avec éclat car il marque le début des préparatifs des festivités de 2016 qui marqueront le 55e anniversaire de sa mort. « Toute l'année 2015 sera consacrée aux préparatifs des festivités de cet anniversaire. Des thèmes sur



La photo devant la tombe de Jean Félix Tchicaya

Jean Félix Tchicaya seront développés », a-t-il dit. De ce fait, le fils a émis un souhait : « J'aimerais qu'on plonge un regard sur l'aspect affectif de l'homme. Hormis la dimension politique, il avait une vie familiale que beaucoup ignore. Je garde de lui l'image d'un homme qui avait des principes et qui défendait des valeurs. Il avait un sens élevé de la famille qu'il avait même sacrifiée. Pour lui, le père qui est le chef de la famille était l'incarnation même du droit divin et tout fédérait autour de lui contrairement à ce qu'on voit aujourd'hui. » L'homme était aussi ouvert, social

et respectueux de la parole donnée. Ces atouts ont fait de lui un homme populaire dans le temps. « Il était à l'aise aussi bien dans les cercles mondains et africains que dans les grands salons de Paris », a-t-il indiqué.

Notons qu'au nombre des activités retenues pour le 55e anniversaire de la mort du premier parlementaire congolais figure aussi la coupe Jean Félix Tchicaya. Par ailleurs, l'AMJFT dont l'action se focalise aussi sur l'éducation s'est chargée de la réfection de l'école primaire Mvou-Mvou Sud avec ses propres moyens.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

HYDRAULIQUE VILLAGEOISE

Tandou Mboma dans le district de Tchiamba Nzassi doté d'un forage d'eau

La mise en service officielle du forage d'eau du village Tandou Mboma dans le district de Tchiamba Nzassi a eu lieu le 20 janvier en présence de Ginette Camara, représentante par intérim du Programme des Nations unies pour le développement au Congo (PNUD), des représentants de la Société Total E & P Congo et des autorités locales.

L'ouvrage hydraulique inauguré à Tandou Mboma, à près de 45km de Pointe-Noire est un forage d'eau équipé à l'énergie solaire et conçu par l'entreprise Dem Services. Avec son château d'eau de 10m3, il est le fruit du partenariat dynamique et fécond entre le Pnud, Total E & P Congo et le gouvernement congolais. « Le 3e rapport national sur les progrès vers l'atteinte



Ginette Camara, du Pnud et Antoine Ngoulou, sous préfet de Tchiamba Nzassi se désaltérant avec l'eau du forage de Tandou Mboma

des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) au Congo a mis en relief la persistance des inégalités d'accès aux services sociaux de base entre le milieu urbain et le milieu rural. Il a également relevé des grandes difficultés d'accès à l'eau potable, notamment pour les populations rurales. Cette tendance a été confirmée par le diagnostic sur le contexte de développement à Tandou Binzenzé et Tandou Mboma. C'est en réponse à ce défi et, pour encourager le gouvernement dans sa volonté d'améliorer l'accès des populations rurales à l'eau potable, que nous avons planifié en 2014, au titre du programme conjoint Total Exploration et Production Congo/Pnud, la construction d'un forage moderne d'eau potable à Tandou Mboma », a dit Ginette Camara, la représentante par intérim du Pnud au Congo. Saluant le partenariat Pnud-Total E & P Congo, Ginette Camara a ajouté « Ce parte-

nariat a eu le mérite de relancer le débat sur la problématique du développement des territoires infranationaux et de la placer ainsi au centre des politiques publiques. C'est ainsi que 15 nouveaux villages, polarisant plus de 100 000 personnes feront l'objet, dès 2015, d'un programme beaucoup plus ambitieux

de revitalisation du tissu villageois que nous mènerons sous le leadership du ministère en charge de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux ».

Pour Antoine Ngoulou, sous-préfet du district de Tchiamba Nzassi dans le département de Pointe-Noire, ce forage arrive à point nommé et répond aux exigences du temps car l'eau potable garantit et assure la bonne santé de la population « J'attire l'attention de la population et des autorités de Tandou Mboma qui doivent veiller à la bonne utilisation et à la protection de ce joyau » a-t-il renchéri.

Signalons que le Centre de santé intégré moderne et équipé, le forage d'eau et l'école primaire à Tandou Binzenzé, la structuration des communautés à Tandou Binzenzé et Tandou Mboma, réalisés il y a quelques années sont, entre autres, les fruits de ce partenariat porteur dans le district de Tchiamba Nzassi.

Hervé Brice Mampouya

La communauté Sant'Egidio rend hommage à Floribert Bwana Chui

Une bonne palette de ce que l'Italie compte d'africanistes s'est retrouvée à Rome pour un hommage au jeune congolais assassiné en 2007 dans la rectitude.

Après de nombreux témoignages élogieux, c'est finalement un livre qui vient rappeler à qui voudrait l'oublier la mémoire d'un jeune de la République démocratique du Congo assassiné dans la fleur de l'âge en 2007 dans l'exercice de son métier. Il s'appelait Floribert Bwana Chui. Il fut assassiné dans la ville de Goma alors qu'il se refusait à accepter de l'argent pour laisser passer en douane des produits alimentaires ou ligneux avariés ou de contrebande.

Assassiné à 25 ans dans un exercice que l'on ne croyait plus possible de la part d'agents assermentés en Afrique, Floribert était agent des douanes mais aussi membre de la Communauté catholique Sant'Egidio. Il rêvait d'un monde de justice et savait mettre en avant ses convictions chrétiennes pour s'opposer aux passe-droits, aux raccourcis administratifs arrangés, au principe de fermer un œil pourvu que cela rapporte la ration de haricot pour les enfants à la maison.

Il en est mort et la Communauté catholique Sant'Egidio ne pouvait pas faire moins que de le proposer en modèle à la fois de militance mais aussi de rectitude morale.

Elle le fait à travers un livre qui a été présenté mardi à Rome : « Il prezzo di due mani pulite. Un giovane contro la corruzione nella Repubblica Democratica del Congo » (Le prix de deux mains propres. Un jeune contre la corruption en République démocratique du Congo). Publié aux éditions pauliniennes de Milan, le livre raconte en 14 chapitres le parcours de vertu et de douleur du jeune agent des douanes. L'auteur, Francesco de Palma, est lui aussi membre de la Communauté Sant'Egidio. Il explique avoir voulu rendre un hommage mérité « à un martyr de l'intégrité ».

Tous ceux qui ont positivement répondu à son invitation à la Basilique Saint Bartholomée de Rome mardi, entendaient eux aussi saluer le parcours d'un homme extraordinaire dans une vie des plus ordinaires. Sont venus des journalistes italiens confirmés, mais aussi le monde des institutionnels : Mario Giro, sous-secrétaire des Affaires étrangères ; l'italo-congolais Jean-Léonard Touadi ; Mgr Matteo Zuppi, auxiliaire du pape François pour le diocèse de Rome longtemps figure ecclésiale de Sant'Egidio connue dans les deux Congo, au Burundi, au Mozambique et dans d'autres pays où s'est engagée une réconciliation après des conflits.

Sont également venus le président actuel de Sant'Egidio, Marco Impagliazzo, mais aussi le procureur chef de Rome, Giuseppe Pignatone. Tous ont voulu venir témoigner d'une Afrique qui n'est pas que mare de corruption et de consciences érodées. D'ailleurs, comme clin d'œil d'un monde solidaire, le titre « Mains propres » renvoie à un épisode de la vie italienne qui, dans les années 1990, s'est caractérisé par une sorte de lessive dans les mœurs propres sous la férule de juges intransigeants (certains en sont morts). L'histoire du jeune Floribert Bwana Chui est donc celle d'un jeune de son temps, avec un tempérament et les rêves de son âge, mais elle est aussi à l'image de son propre pays troublé par des années de violences. Aujourd'hui, à Goma et au Congo, les initiatives de la société civile pour relancer l'administration et consolider les pratiques devront compter avec des îlots de fermeté dans la tentation semblables à Floribert. Car ils existent, plus nombreux qu'on ne voudrait le faire croire.

Lucien Mpama

Canal+ vous fait vivre la Coupe d'Afrique des Nations 2015

La directrice générale adjointe de Canal+, Alix Lebrat et le célèbre journaliste sportif, Hervé Mathoux, ont animé une conférence de presse le 14 janvier à Brazzaville, pour mettre à découvert les dispositifs qui permettront à leurs abonnés de ne pas manquer l'événement.

Canal+ ne souhaite pas voir ses abonnés rater un seul instant de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2015 qui se dispute du 17 janvier au 8 février en Guinée Equatoriale. Pour donner à ces derniers la meilleure expertise possible, la chaîne mettra à leur disposition les consultants les mieux outillés en matière de football. Il s'agit notamment des anciens internationaux camerounais Patrick Mboma et Rigobert Song. François Zahoui ancien sélectionneur de la Côte d'Ivoire, de Luc Sonor ancien footballeur français, de José Karl Pierre Fanfan, Nasser Sanjak et d'Habib Beye ancien défenseur de l'équipe nationale du Sénégal, quart de finaliste du mondial 2002.

L'ancien portier camerounais, Joseph Antoine Bell, animera la rubrique intitulée La minute "Bell". À propos, celui-ci proposera, tous les jours, un billet d'humeur. La séquence le "Prof de foot" à laquelle le public sportif s'était déjà habitué pendant la Coupe du monde 2014 va refaire surface, avec pour animateur Digbeu Cravate. À chaque mi-temps, l'humoriste ivoirien aura pour mission d'expliquer un terme propre au football pendant 1 minute 30. Les éditions spéciales de la Data Room seront présentées par Grégoire Margotton.

Hervé Mathoux aura pour responsabilité, entre autres, d'animer un magazine quotidien. Au menu dudit magazine : les coulisses, les images exclusives, l'actualité des équipes... L'émission sera diffusée du lundi au vendredi à partir de 20 heures et le week-end à partir de 17 heures.

« On a décidé de traiter la CAN au même titre que la Coupe du monde avec un dispositif total : des émissions, des résumés pour ceux qui n'ont pas



eu l'occasion de suivre la diffusion en direct à l'instar de l'émission "Viva Africa" », a expliqué Hervé Mathoux. La directrice générale adjointe, Alix Lebrat, a souligné que Canal+ est arrivé en force pour donner à cette CAN

Dans la série de questions-réponses, lors de cette conférence de presse, la problématique de la collaboration avec les chaînes nationales pour la couverture de cette compétition a été évoquée. Hervé Mathoux a levé l'équi-



l'ampleur qu'elle mérite, en diffusant 100% les matches en direct.

voque. « Notre intention n'est pas de priver les peuples des compétitions

qui sont fondamentales pour eux. (...) Nous venons en apport avec quelque chose de plus. On va donc travailler en bonne intelligence avec les autres médias », a-t-il précisé.

Alix Lebrat a, pour sa part, apporté une nuance : « On est confraternelle mais il n'y a pas de collaboration prévue dans le sens de la couverture entre les chaînes nationales congolaises et Canal+. Certainement faute de temps vu que la Guinée a décidé d'accueillir cette CAN à la dernière minute », a-t-elle fait savoir tout en expliquant que Canal+ a acquis les droits, auprès de la Confédération africaine de football, pour la diffusion de la CAN 2015 et non les droits de céder à une autre chaîne une quelconque diffusion.

RÉCEPTION ET ÉCHANGES

AVEC LES FOOTBALLEURS DU CESD

Après la conférence de presse, Hervé Mathoux et Alix Lebrat se sont entretenus avec les élèves footballeurs du Centre d'Etudes et Sports La Djiri (CESD). La rencontre était prévue dans le site même du CESD pour permettre à ces figures remarquables de Canal+ de voir les conditions modernes dans lesquelles cette pépinière sportive se fait former. Malheureusement, le temps a déjoué le programme. C'est finalement dans un hôtel de la place, où s'est tenue la conférence de presse, dans la matinée du 14 janvier, que la retrouvaille a eu lieu. Les représentants de Canal+ n'ont donc pas touché du doigt la réalité de terrain.

Néanmoins, Hervé Mathoux, a salué la vocation du centre qui n'a pas dissocié les études du Sport. Un grand avantage qui, selon lui, pourra permettre aux jeunes qui n'auront pas la possibilité de devenir footballeur professionnel, de réussir dans d'autres domaines de la vie. « La création des académies structure la formation des footballeurs dès le jeune âge », a-t-il rappelé.

L'entraîneur formateur du CESD, Vincent Rautureau, n'a pas caché sa joie de voir ses élèves échanger, tour à tour, avec les responsables de Canal+. L'intérêt de la rencontre, il l'a aussi souligné : « Cette retrouvaille nous a permis, entre autres, de présenter à Canal+ notre tournoi qui aura lieu en février prochain avec les sélections nationales », a-t-il expliqué. Le technicien français n'a pas manqué de souligner qu'une couverture médiatique de la part de Canal+, pour cette compétition notamment, serait magnifique.

Les joueurs du CESD ont abondé dans le même sens. Le vice-capitaine de l'équipe de ce centre de formation, Boudongo Lionel, a vu en cette rencontre la possibilité de bénéficier d'une certaine visibilité à travers Canal+ qui, à l'en croire, dispose de tout pour relever leurs talents à la face du monde.

« Mon souhait est qu'un jour je sois suivi, avec mes coéquipiers sur Canal+ notamment lors des compétitions internationales des centres de formation auxquelles nous participons », a-t-il fait savoir. Pour terminer en beauté, une série de photos souvenir s'en est suivie. Une manière d'immortaliser la rencontre avec les figures emblématiques de Canal+.



FESPACO 2015

Entre le Marteau et l'enclume en compétition pour l'étalon de Yennenga

« Entre le Marteau et l'enclume » du réalisateur congolais figure parmi les vingt films sélectionnés en compétition officielle pour l'étalon de Yennenga 2015 au Fespaco qui aura lieu au Burkina Faso. La délégation du Festival Panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) a dévoilé la programmation de sa 24^e édition, qui se tiendra du 28 février au 7 mars 2015.

Construit comme un puzzle, autour de petits sketches avec des personnes récurrentes, « Entre le Marteau et l'enclume » est une peinture saisissante de la société du Congo, de l'univers de Brazzaville, de la pauvreté latente et de la richesse extrême de certains. Il y a Pascal, le chef d'entreprise odieux, écrasant le monde avec son argent, satisfaisant ses désirs lubriques sans égards pour ses victimes. En outre, la femme abusée par son pasteur, la fille dépressive du père qui a sombré dans l'alcool, le vendeur de médicaments amoureux.

Entre le Marteau et l'enclume a reçu au début du mois de janvier le prix du meilleur film de la section demain c'est aujourd'hui au Quintessences Festival International du Film de Ouidah ; prix d'encouragement à International festival of détective films de Moscou ; mention du jury au festival international du film panafricain à Cannes.

Ce film a également été en sélection officielle dans plusieurs festivals parmi lesquels : International Festival of Détective film à Moscou ; Festival international du Film Panafricain de Cannes; Festival du Cinéma Africain de Khouribga au Maroc ; Ecrans noirs à Yaoundé au Cameroun ; Festival International du Film des Lacs et Lagunes en Côte d'Ivoire.

Entre le marteau et l'enclume est le premier film du réalisateur congolais tourné à Brazzaville et son second long métrage après identité malsaine fait en France en 2010.

« Je pense que oui, je fais ce travail pour être un miroir pour la population congolaise et une vitrine pour mon pays. Partant de là, on espère que cette fonction soit remplie mais entre la bonne volonté et le résultat, il y a toujours un fossé ; une fois ce fossé franchi, on est soulagé, et fier d'autant plus qu'il s'agisse d'une réalisation entièrement congolaise avec les économies d'un seul enfant du pays ». a conclu Glad Amog Lemra.

Hermione Désirée Ngoma

CAN 2015

L'ambiance dans les tribunes de Bata au match d'ouverture

Plus de 250 supporters congolais étaient dans les tribunes du stade de Bata lors du match d'ouverture pour encourager les Diables rouges face au Nzalang national de la Guinée Equatoriale. Demain contre le Gabon, ils seront peut être moins nombreux.

C'est pour la première fois dans l'histoire du football national que le pays mobilise autant de monde pour venir assister à l'ouverture d'une phase finale de la Coupe d'Afrique des nations. En effet, trois avions spéciaux, sans compter celui du président de la République, ont décollé de Brazzaville à destination de Bata pour communier avec les Diables rouges lors du match d'ouverture contre le pays organisateur.

Le premier quitte mercredi le 14 janvier. Il transportait non seulement l'équipe nationale, mais aussi d'autres personnalités notamment le ministre des Sports et de l'éducation physique, le président de la Fédération congolaise de football (FECOFOOT), l'ancien ministre des Sports Gabriel Oba Apounou ainsi que des anciens Diables rouges. Etaient également à bord, des membres du comité de soutien aux Diables rouges et les journalistes. L'ancien ministre de l'Enseignement Pierre Nzila était aussi présent le 14 janvier.

Le jour d'après, les membres du comité exécutif de la (FECOFOOT) empruntaient le vol régulier de la compagnie équato-guinéenne Ceiba. Ils renforcent la présence des Congo-



L'ambiance dans les tribunes de Bata (Photo Adiac)

lais en Guinée Equatoriale. La veille du match d'ouverture, une autre délégation d'une trentaine de personnes foulait à leur tour le sol équato-guinéen.

L'AC Léopards de Dolisie, le club phare du pays a aussi marqué son emprunte à la mobilisation. Un avion spécial transportant une centaine de personnes, notamment le président du club, Rémy Ayayos Ikounga, les dirigeants des clubs et les supporters, a atterri à Bata le jour du match d'ouverture. Ce qui frappait à première vue, la manière dont ils étaient tous habillés. Tous, ils avaient porté le maillot vert jaune et rouge, les couleurs nationales. Une harmonie de couleurs avec le comité de soutien dont les tee-shirts jaunes et verts et les drapelets vert jaune

et rouge se faisaient distingués dans les tribunes. Sur place en Guinée Equatoriale, près d'une cinquantaine des Congolais résidents ont été mobilisés en renforts.

Mais demain contre le Gabon, le Congo n'aura pas droit à une telle mobilisation puis que, l'avion du samedi est reparti à Brazzaville juste après le match et celui de vendredi a quitté Bata le dimanche. Sont restés à Bata, le comité de soutien. Ce qui est de positif, les choses commencent à s'améliorer dans le domaine de la mobilisation et d'organisation.

Et, Jean Michel Mbono en sa qualité d'ancien joueur témoigne: « J'ai disputé trois phases finales de la CAN. J'étais à Asmara en 1968, à Yaoundé en 1972 et au Caire en 1974. Mais le pays avait l'habitude

d'affréter un avion spécial lorsqu'on a déjà un résultat. Très souvent on affrète l'avion que lors qu'on arrive en une finale ou une demi-finale pour que tout le monde vienne supporter. Mais là, à titre exceptionnel, le pays affrète des avions pour que les gens viennent assister au match d'ouverture. C'est vraiment avoir le soutien de tout le pays. Je ne parle pas de l'avion présidentiel puisque c'est tout à fait normal que le président de la République réponde à l'invitation de son homologue. Mais les avions privés qui amènent les Congolais pour venir assister à un match d'ouverture, c'est du jamais vu. C'est pour dire que les choses ont changé et que le Congo doit aller un peu plus loin ».

James Golden Eloué et Camille Delourme

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE 1

FC Bilombé et JST font bon ménage

À l'issue de la troisième journée, les deux équipes tiennent provisoirement le haut du pavé devançant ainsi les grands ténors du football national Diables noirs, AC Léopards... Mais le plus dur à faire, pour ces deux formations, est de ne pas s'essouffler avant la fin du temps réglementaire de la compétition dans ses phases aller et retour. Explications.

Le club de Pointe-Noire, FC Bilombé n'a pas encore essuyé une défaite depuis le début de la compétition. Après avoir concédé un match nul d'un but partout, lors de sa première sortie, face à V. Club, l'équipe est venue à bout de Munisports 2-0 avant de vaincre l'AS Cheminots par le même score. FC Bilombé totalise donc 7 points en trois matchs. Une performance qui lui permet, pour l'heure, d'être en tête.

La réalité est la même pour la Jeunesse sportive de Talangaï (JST). Cette formation a également fait un match nul d'un but partout lors de la première jour-

née. C'était face à Patronage. Par la suite, JST a pris le dessus sur Saint Michel de Ouenze (SMO) 2-0. La Jeunesse sportive de Poto-Poto (JSP) a aussi courbé l'échine devant JST 0-1. Avec deux victoires et un match nul, l'équipe du sixième arrondissement de Brazzaville compte 7 points rivalisant ainsi FC Bilombé à la première place, même si le club de la ville océane le dépasse au goal average.

Diables noirs vient après avec, au compteur, six points. Son éclatante victoire face à SMO 6-0 et celle infligée à Tongo FC 1-0 renforcent son goal average qui le place momentanément à la troisième place. AC Léopards de Dolisie a également six points. L'Association sportive ponténégrine, Etoile du Congo, Cara, Nico nicoyé ont tous le même nombre de points avec les Jaune-et-noir et les Fauves du Niari. C'est le nombre de buts marqués et encaissés qui différencie ces équipes les unes des autres. Tongo FC, quant à lui, n'a que

trois points avec quatre buts marqués et quatre encaissés. Pareille pour La Mancha avant son match contre à V. Club qui n'en a qu'un seul. Patronage, cependant, a quatre points attendant son résultat face à Inter club qui compte trois points. SMO et Munisports, par contre, alignent une série de contre-performance. Les deux équipes sont dernières pour l'heure. Elles n'ont pas encore goûté à la victoire encore moins concédé un seul match nul depuis que la compétition a commencé. Sans tenir compte des résultats des deux matchs avancés de la 3^{ème} journée du championnat national, 60 buts ont été inscrits en 25 matchs. Diables noirs a infligé la plus lourde défaite : 6 à 0 à JSP. SMO n'a marqué qu'un seul but jusque-là alors que Munisports en est à deux.

C'est peut être lors de la quatrième journée qui débutera le vendredi 23 janvier que ces deux formations, qui bouclent momentanément le classement

provisoire, pourraient mettre fin à la malédiction qui les poursuivait. Cette journée-là, SMO jouera contre JSP qui le devance par le nombre de points et Munisports sera face à Nico nicoyé qui est déterminé de se venger de la défaite que l'AC Léopards lui infligé en clôture de la troisième journée.

Ce qui est vrai, c'est que FC Bilombé et JST ne sont que provisoirement en tête. C'est, sans nul doute, pour eux une manière d'afficher leurs ambitions d'emporter le titre national. Mais, il est trop tôt de le dire d'autant plus que le chemin qui reste à parcourir est plus long. On en est qu'à la troisième journée. Aussi, faut-il le souligner, SMO deux fois champions du Congo (2003 et 210) peut refaire son retard. Tout comme Munisports, champion du Congo en 1996 et 1997, qui vient de renouer avec la division supérieure. Dans tous les cas de figure, c'est la suite de la compétition qui va trancher.

Rominique Nerplat Makaya

CAN-2015

Jean Michel Mbono : « Faire un bon résultat contre le Gabon pour garder intactes nos chances »

Les Diables rouges jouent aujourd'hui un match déterminant contre le Gabon. Ce, après le nul d'un but partout face à la Guinée Équatoriale. Pour aborder ce match dans un bon état psychologique, le chef de l'État a instruit les gestionnaires du sport à payer aux Diables rouges la prime du premier match comme s'ils avaient gagné. Jean Michel Mbono, président de la Fédération congolaise de football (FECOFOOT) le confirme dans cette interview.

Les Dépêches de Brazzaville : En tant que président de la Fédération, comment analysez-vous la première sortie des Diables rouges dans cette CAN ?

Jean Michel Mbono : C'était un match attendu par tout le monde entier parce qu'il ouvrait la compétition. C'est vrai que nous avons eu le privilège de rencontrer l'équipe organisatrice, mais nous constatons que notre équipe a tourné à deux vitesses.

Lors de la première mi-temps, les jeunes étaient moins brillants. Est-ce que c'est le public ou l'enjeu qui leur a empêché de mieux s'exprimer? En tout cas, ce sont des questions que nous nous sommes posées. Mais du retour des vestiaires, nous avons vu ces jeunes engagés et prendre des responsabilités. C'est ce qui a été bénéfique pour nous.

L.D.B: Le Congo n'a plus droit à l'erreur en jouant contre le Gabon qui s'est affirmé comme un favori po-

tentiel de ce groupe...

JMM : Nous avons joué contre la Guinée Equatoriale. Nous allons faire notre deuxième match contre le Gabon, une équipe qui a de bons joueurs que je n'aiderais pas citer. Ce qui est vrai, nous rencontrons une équipe qui a déjà trois points. Il faut l'empêcher d'avoir six points et de se qualifier. Pour nous, le mauvais résultat qu'on peut faire c'est un match nul contre le Gabon. Sinon, le meilleur c'est l'emporter pour prétendre mieux se placer pour une éventuelle qualification pour le prochain tour.

LDB: Comment booster la détermination des jeunes face à une telle équipe ?

JMM : Le président de la République était le premier à réagir puis que dans notre



Jean Michel Mbono

règlement les choses étaient claires. Nous avons établi les primes des joueurs selon leurs performances. Il y a une prime pour match gagné, une autre pour match nul puis rien pour match perdu. Et pourtant nous avons fait un match nul mais, le chef de l'Etat nous a demandé de remettre à ces jeunes une prime comme si c'était une

victoire. C'est pour les booster et pour leur dire soyez dans les conditions normales pour qu'il n'y ait pas de prétextes. Je ne vous donnerai pas le montant mais comprenez que les jeunes ont eu la prime de victoire et non la prime du match nul. Lors que nous disions au chef de l'Etat Denis Sassou N'Guesso qu'il était notre douzième homme, il l'a prouvé, par rapport à ce que je viens de vous dire. C'est ainsi que tout le Congo doit être derrière son équipe nationale.

L.D.B: Le Congo retrouve la CAN 15 ans après, qu'attendez-vous des Diables rouges ?

JMM: Vous êtes en face d'un gagnant. Pour nous, Malabo 2015 doit enterrer Yaoundé 72

James Golden Eloué et Camille Delourme

Claude Le Roy : « Le Gabon a des failles défensives : à nous de les exploiter »

Le sélectionneur national du Congo est revenu sur le match nul de son équipe, face à la Guinée équatoriale, le samedi dernier, lors de l'ouverture officielle de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2015 : conditions du match, points forts, déceptions. Et envisage sereinement la rencontre face au Gabon.

Les Dépêches de Brazzaville : Monsieur Le Roy, au lendemain du match nul face à la Guinée équatoriale (1-1), quel bilan tirez-vous ?

Claude Le Roy : Je ne vais pas revenir là-dessus tout le temps, mais vu les conditions de préparation, je suis satisfait. C'était mon 32e match de CAN, et je n'ai jamais vu ça : un parcours de douze minutes qui se rallonge de plus de quarante minutes, la climatisation du bus qui tombe tout d'un coup en panne avec un thermomètre qui monte à 40 degrés... Nous sommes censés être au stade 90 minutes avant le coup d'envoi du match. Malheureusement, nous sommes arrivés dix minutes avant l'échauffement. C'est triste d'infliger ça aux joueurs, qui sont les premiers acteurs du football. Sans eux, il n'y a pas de spectacle, pas de compétition, pas de revenus.

LDB : Cela suffit-il à expliquer ce début de match manqué ?

C.L : Cela explique en partie notre début de match, car je pense, après avoir revu le match à deux reprises, qu'on était au point dans l'occupation du terrain, mais qu'on a pêché dans le rythme. Mes joueurs ont pris un vrai coup de chaud dans le bus. Pour faire honneur au Congo, à la Confédération africaine de football (CAF), au public, ils étaient en costumes-cravate dans le bus...



LDB : Pour vous, c'est donc un bon point pris, samedi, lors de ce premier match ?

C.L : Oui. Une fois de plus, je rappelle le contexte : un retour en Coupe d'Afrique après quinze ans d'absence, une inexpérience totale de l'effectif à ce niveau. Nous sommes venus avec l'ambition de bien faire, mais il ne faut pas non plus penser que l'on peut arriver dans une compétition de ce niveau pour la gagner. En 2012, la Zambie gagne, mais le groupe se connaissait bien et sortait d'un quart de finale en 2010. La pire des choses serait d'être impatient alors qu'il faut justement pérenniser cette équipe. Ce groupe peut progresser si on lui laisse du temps. Nous, on ne peut pas se permettre de naturaliser dix Espagnols en piochant dans les réserves du Real ou de Valence.

LDB : Vous faites allusion à la Guinée Equatoriale : force est de constater qu'en face des Diables rouges, il y avait une équipe de qualité, collectivement cohérente.

C.L : Oui, il y a de bons joueurs comme Balboa ou Nsue. Leur numéro 15 a du talent, mais il n'aurait jamais dû finir le match.

Il a eu un comportement détestable, comme son coup de coude sur Cesair, totalement gratuit, ou son tacle sur Marvin, qui aurait pu y laisser son péroné. Le jeune Ruben Belima joue en réserve au Real, sous les ordres de Zidane, ça veut tout dire. Il faut reconnaître que les Equato-guinéens ont bien choisi leurs joueurs.

LDB : Que faut-il retenir : avoir concédé l'ouverture du score ou avoir égalisé ?

C.L : Les deux, bien sûr, mais je retiens surtout que l'on a su réagir et très bien finir. Globalement, le score de parité est mérité, mais je n'oublie pas qu'on pouvait tuer le match sur l'occasion manquée de Dominique. Il était ravagé après le match, mais je lui ai dit que ce n'est pas grave, que la prochaine sera au fond.

LDB : Votre équipe se crée des occasions, mais pêche dans l'efficacité. Ce sont donc là les espoirs et les limites des Diables rouges ?

C.L : Oui, nous sommes une équipe joueuse, qui cherche à jouer au sol, en triangle. On l'avait remarquablement fait la veille à l'entraînement et souvent la dernière séance est révélatrice. Les joueurs avaient été bons dans le jeu en triangle, pour après renverser sur le côté extérieur opposé et revenir sur l'intérieur. Mais samedi, certains joueurs ont manqué des gestes tactiques, ce qui nous a empêché de développer notre jeu. Et cela nous a exposé à leur jeu de contre-attaques.

LDB : Finalement, vous n'éprouvez pas de regret ?

C.L : On aurait préféré gagner, c'est sûr, mais je n'oublie pas que Christoffer Mafoumbi nous garde dans le match à deux reprises. Sa prestation est un grand motif de satisfaction : il a 21 ans, il a reçu une lettre de licenciement écono-

mique de son club quarante-huit heures avant le match et malgré cela, il assure. Je tiens d'ailleurs à souligner la médiocrité et le manque de classe des dirigeants du Pontet dans cette affaire.

LDB : Au rayon des satisfactions, il y a eu des entrées en jeu...

C.L : Les entrants ont eu un impact sur le cours du match et c'est ce que j'attends d'eux. Mais c'est surtout le comportement qui est épatant : quand on voit Chris Malonga qui part en courant, prévenir Ondama qu'il doit entrer en jeu, alors qu'ils sont en concurrence, ça en dit long sur l'état d'esprit de ce groupe. Je le dis et le redis aux joueurs : ce qu'on peut faire de bon, on le fera à 23.

LDB : Un mot sur la prestation de Thievy Bifouma, l'un des attaquants vedettes des Congolais ?

C.L : Son but est magnifique et sa prestation d'ensemble épatante. Thievy doit quitter la CAN en ayant donné envie aux plus grands clubs européens de le recruter. Il doit encore se débarrasser du superficiel, simplifier son jeu pour le rendre encore plus efficace. Mais c'est un talent exceptionnel.

LDB : A l'inverse, il y a eu quelques déceptions ?

C.L : Même s'il n'évoluait pas au poste qu'il préfère, j'attendais mieux de Cesair qui est lui aussi doté d'un immense talent. En revanche, je trouve qu'Arnold Bokamoutou a manqué son match techniquement : il avait de bonnes jambes, mais je l'ai trouvé timide, écrasé par l'événement.

LDB : Ndinga et Doré, qui ont eu un déchet important ?

C.L : Prince aussi, même s'il a récupéré davantage de ballons, qu'il s'est créé des occasions,

qu'il a frappé au but. Delvin, lui, n'a pas marqué son territoire et il sait ce qu'il faut faire pour rectifier le tir. Pour Fodé, on est en droit d'attendre mieux, lorsque l'on connaît son potentiel. Il le sait. Ses statistiques en termes de duels remportés sont plutôt négatives sur ce match. Compte tenu de son potentiel, on attend mieux de sa part dès le prochain match.

LDB : Après le match, vous êtes restés au stade avec votre staff pour suivre le match Gabon-Burkina. Quels enseignements tirez-vous de cette opposition ?

C.L : On a vu un Burkina qui a manqué de réalisme, face à un bon Ovono (gardien), mais qui a aussi développé quelques actions collectives de très bonne qualité. En face, un Gabon qui peut compter sur des dragsters, comme Aubame, Bulot ou Evouna. On sait donc qu'il ne faudra pas laisser le moindre espace dans le dos de notre défense. Mais, il ne faut pas non plus avoir peur d'aller les chercher haut. Il y aura un équilibre à trouver face à cette équipe solide et réaliste, mais qui a néanmoins des failles défensives. A nous donc de les exploiter.

LDB : On vous sent serein et confiant.

C.L : Oui. Je suis surtout content. J'aime cette équipe, j'y suis attaché. Mon passage au Congo, quel qu'en soit la durée car, je sais très bien que tout va très vite dans le football, m'a d'ores et déjà marqué. C'est une belle aventure humaine. A nous d'en faire une belle aventure sportive en passant en quart de finale.

Propos recueillis, à Bata par nos envoyés spéciaux Camille Delourme et James Golden Eloué